

L'action politique ouvrière

LA POLITIQUE À CONTRE-COURANT



vie ouvrière

Revue fondée en 1951 et publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.).

Directeur: Paul-Émile Charland

Conseil de direction: Dominique Trudel, Pierre Purcell, François Rocher, Gilles Comeau, Marie-Paule Lebrun.

Recherche: Martine D'Amours

Comité de rédaction: Denise Gauthier, Diane Perreault, Françoise Marcellin, Jean-Marc Lebeau, André Charbonneau, Jacques Boivin, Jean Forest, René Arsenault, André Beauregard,

Sous-comité: Jean-Luc Cossette, Louis Favreau, René Lachapelle et Martine D'Amours

Couverture et recherche visuelle:
Claudette Rodrigue

Secrétariat: Yolande Hébert-Azar

Abonnement: 8 numéros par année
- Abonnement individuel: 15\$ par année
- Abonnement de groupe: 20\$ par année
- Abonnement outre-mer: 17\$ par année

Distribution en kiosque
Diffusion Parallèle, Montréal
téléphone: (514) 521-0335

Références: Les articles de la revue Vie Ouvrière sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revues du Québec (RADAR), de la Bibliothèque nationale du Québec.
Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0229-3803

Les Presses solidaires Inc.

Courrier de la deuxième classe, enregistrement n° 0220

Nous voulons remercier d'une façon spéciale le Centre populaire de documentation (845-3490) et le Centre de recherche en imagerie populaire (527-4795) pour leur collaboration.

Revue Vie Ouvrière
1201, rue Visitation
Montréal, Qué. H2L 3B5
Téléphone (514) 524-3561

vie ouvrière

Volume XXXIII

Mai-juin 1983

N° 170

L'ACTION POLITIQUE OUVRIÈRE

Martine D'Amours	Éditorial	2
------------------------	-----------------	---

La petite histoire de l'autre politique

Un témoin de la crise	Durant les années 30, la faim faisait mûrir un climat politique	4
Mignonne Ouimet	Nous sommes les esclaves des esclaves	12
	Cent ans déjà	15
Simonne M. Chartrand	Le parti C.C.F.: la grande peur du socialisme au pays du Québec	16
Jean-Robert Primeau	L'action politique: "Quand le déclic se fait, ça te suit partout"	20
Louis Favreau	Le FRAP en 1970: Ébranler le coeur du Québec	25
Marc Rolland	Le Rassemblement Populaire: à mi-chemin de ses rêves	33
Richard Langelier	La jeunesse du mouvement marxiste-léniniste ...	35
Anne-Marie David	L'action politique doit nous permettre de faire avancer le quotidien	38

1983: Échaudés, oui. Abattus, non!

Militants: Pte St-Charles	Des tissus... à la courtepoinette	42
Tables rondes	Le P.Q. est mort, les M-L sont morts, vive...?	46
	1. Entre l'espoir et le cynisme	47
	2. La petite histoire de la grande famille	52
	3. Un vide politique à combler	54
	4. L'échéance 1985: parti ou coalition?	63
Vie Ouvrière	EXPRO: Éliminer le travailleur à la source	68
Vie Ouvrière	Nouvelles brèves	71

La fin des magiciens?

Nos luttes quotidiennes pour le droit de travailler et de vivre autrement constituent déjà une épine au pied du capitalisme, elles portent les germes d'une société nouvelle; en un mot, elles sont politiques. Mais la réalité nous démontre aussi que quand on lutte pour que le terrain des shops Angus serve à construire des logements plutôt qu'un centre d'achats, quand on revendique que les priorités budgétaires soient mises à la création d'emplois plutôt qu'à l'armement, quand on se bat pour une garderie ou une clinique contrôlée par les usagères, on se heurte inévitablement à de grosses machines politiques qui appliquent, à coup de lois ou de matraques, des choix sociaux contraires à nos intérêts.

C'est là que survient le hic, le malaise: on se heurte à la question du Pouvoir et ultimement, à la nécessité de l'exercer si on veut instaurer, autrement que par morceaux, une société qui soit socialiste, féministe, pacifiste. La conjoncture actuelle suite à la Loi 111 vient mettre davantage en évidence le vide d'alternative politique, en même temps que la nécessité d'en poser la question.

À certaines époques de son histoire, des fractions du mouvement ouvrier ont initié ou appuyé des démarches politiques qu'elles jugeaient utiles pour faire avancer les revendications syndicales et populaires. Certaines de ces expériences, telles le Parti Communiste ou le NPD, n'ont jamais réussi à percer de façon significative au Québec, faute d'avoir su tenir compte de

l'oppression spécifique du peuple québécois. D'autres, c'est le cas des organisations marxistes-léninistes ont échoué dans leur tentative d'implanter des partis par en haut, à partir d'idées plutôt que des démarches entreprises par les militants ouvriers. D'autres enfin, et le P.Q. en constitue le plus bel exemple, ont canalisé autour de la question nationale les espoirs et les énergies ouvrières, pour ensuite créer la désillusion sur leur capacité de favoriser une avancée sur la question de l'indépendance comme sur celle du socialisme. Il n'y a peut-être en fait que les démarches politiques ouvrières au plan municipal (FRAP, RP) qui aient réussi, du moins temporairement, à "coller" de façon significative aux aspirations quotidiennes et à l'état réel de politisation des classes populaires.

Du côté des forces progressistes, l'heure actuelle est davantage à "digérer" les expériences passées qu'à se relancer immédiatement dans une nouvelle démarche politique. Le bilan est parfois difficile: "On a fonctionné par vague d'accrochage et de décrochages: à chaque fois, on attendait un magicien, en embarquait et on était déçus"... Justement, il serait peut-être temps de se dire que la tâche nous revient de créer des formes d'organisations politiques collées à nos pratiques quotidiennes et que, si on veut faire de la politique autrement, il ne faudrait pas attendre qu'un nouveau magicien nous arrive avec des recettes toutes faites... **Martine D'Amours**

1. La petite histoire de l'autre politique



Durant les années 30

la faim faisait mûrir un climat politique

Au Québec, l'action politique ouvrière n'est pas née avec les années '60. Déjà, à la fin du 19e siècle, l'Organisation des Chevaliers du travail oeuvrait dans une perspective syndicale large, — incluant la formation de coopératives et les luttes sur les conditions de vie — et mettait de l'avant la nécessité de créer un véritable parti ouvrier. Au début du 20e siècle, un Parti ouvrier de type travailliste verra le jour et remportera quelques succès électoraux modestes.

Arrive la crise de '30; Le chômage et la misère sont un terrain propice au développement des courants socialiste et communiste. Au tournant des années '30, le Parti communiste devient la principale organisation politique à Montréal. En 1945, il comptera près de

25 000 membres au Canada, dont 2 500 au Québec (500 francophones).

L'homme qui nous parle aujourd'hui a vécu cette période d'intense agitation sociale et politique, d'abord à l'Université ouvrière d'Albert St-Martin, puis comme membre actif du Parti communiste. Par la suite, 30 années durant, il a été militant syndical chez Canada Packers et dans l'organisation des salaisons en général. Il a maintenant 74 ans et lutte pour la défense des droits des retraités. Quand on a pris un jour la piquête de l'action militante, on ne va pas s'arrêter pour la seule raison qu'on a 65 ans! C'est donc toute une vie de lutte syndicale et politique qu'il a accepté de partager avec nous, à condition de demeurer anonyme.

Un milieu qui vous porte à réfléchir

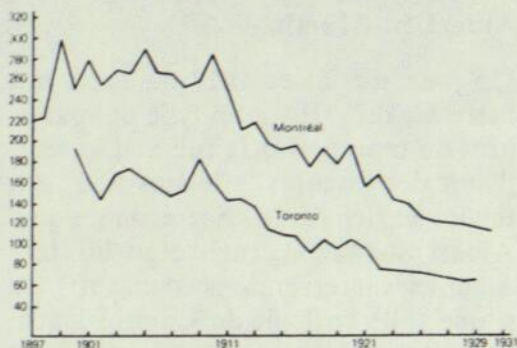
Je suis né en 1908 à Providence, Rhode Island. En ce temps-là, l'ouvrage était rare et ma famille avait émigré aux États-Unis pour trouver du travail dans les filatures de laine. Après ma naissance, mes parents sont revenus au Canada mais nous avons dû retourner aux États-Unis en 1917, quand mon père a été rappelé pour faire son service militaire.

Ma famille était pauvre, père journalier, mère obligée de travailler pour aider à boucler le budget. Être journalier, ça signifiait travailler dans des conditions pénibles pour des salaires de famine, vivre constamment au jour le jour, déménager d'année en année pour trouver mieux et moins cher. Je me souviens de mes oncles saisis, de leur ménage vendu à l'encan, parce qu'ils ne pouvaient plus payer le loyer...

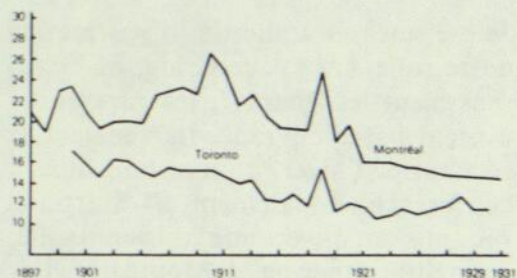
Une fois retournés aux États-Unis, mon père a été déclaré inapte au service militaire, alors il a trouvé un emploi. Peu après, il est décédé de la grippe espagnole, à 33 ans, sans personne pour s'occuper de lui. Ma mère a donc dû continuer à travailler. Moi, je gardais les plus jeunes; c'était difficile pour moi d'aller à l'école, d'autant plus que je ne parlais pas l'anglais.

Finalement, nous sommes revenus au Canada. Ma mère ne gagnait pas assez pour prendre un logement, alors elle vivait en chambre. Moi, je me dé-

Taux général de mortalité (décès par 1000 habitants)
à Montréal et à Toronto, 1897-1931



Taux de mortalité infantile
(décès entre 0 et 1 an par 1000 naissances vivantes)
à Montréal et à Toronto, 1897-1931



Source: T. Copp, *Classe ouvrière et pauvreté*, 182.

brouillais: Je livrais les commandes pour mon oncle qui tenait une petite épicerie. Puis, j'ai demeuré au Patronage St-Vincent-de-Paul, qui s'occupait de nous trouver du travail. J'ai travaillé un peu partout, dans une manufacture de boîtes de cigares, chez Benson & Hedges, dans une manufacture de chapeaux, dans des épiceries... toujours un milieu qui vous porte à réfléchir, à penser... Je gagnais 4.50\$ par semaine et ma mère devait me donner 0.25\$ pour que je parvienne à payer ma pension.

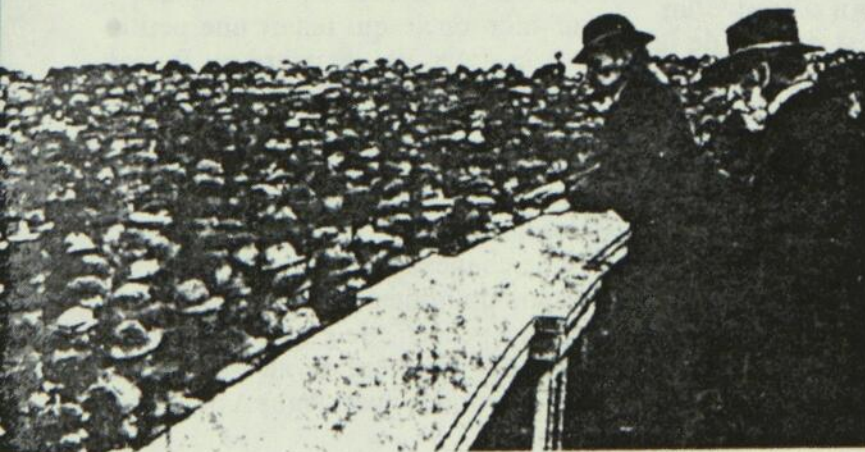
Y'avait un type qui faisait des discours, rue St-Laurent. C'était Albert St-Martin.

Un jour, c'était en 1927 ou 1928, ma mère me dit: "Il y a un type qui parle, près du marché sur la rue St-Laurent, il fait des discours". Je suis allé l'entendre parler de la crise économique. Albert St-Martin, car c'était lui, terminait ses interventions en disant: "On a une salle en haut du Capitol lunch. On fait des discours. Vous avez le droit de poser des questions et de faire des commentaires."

Je me suis mis à aller là. Il y avait une autre salle, sur la rue Craig, où se rassemblaient les "bums", les gars qui avaient pas d'ouvrage. Ils venaient se réchauffer l'hiver, en assistant aux conférences. Finalement, St-Martin et ses amis ont ouvert une troisième salle, coin Ste-Catherine et Montcalm. Ils appelaient ça l'Université Ouvrière. Là, se tenaient aussi des conférences,

avec toutes sortes d'idées, toutes sortes de tendances, mais tout le monde avait le droit de s'exprimer. Le dimanche, on se réunissait et on chantait l'**Internationale**, avec les fenêtres ouvertes. Les étudiants de l'Université (La "vraie" université celle-là, et pas ouvrière du tout!) n'aimaient pas cela et une année, après avoir assisté à la messe du St-Esprit, ils étaient venus saccager nos locaux. Une autre salle, qu'Albert St-Martin avait ouverte dans le nord de la ville, a également fait l'objet de saccage, mais à l'appel des organisations fascistes qui avaient alors commencé à prendre de l'ampleur.

À cette époque-là, il n'y avait rien pour venir en aide aux nombreux sans-emploi, sans-logis, sans-revenu. Rien sinon le refuge Meurling pour passer la nuit et les sandwiches de la Soeur Bonneau pour calmer un peu la faim. D'ailleurs, je me souviens qu'Albert St-Martin envoyait des sandwiches aux députés, pour leur montrer



Saint-Martin et les membres du comité des sans-travail faisant rapport de leurs négociations avec les autorités municipales aux chômeurs réunis sur le Champ de Mars (La Presse, 29 avril 1914).

comment les chômeurs étaient nourris. Pour tenter d'obtenir des secours, l'Université Ouvrière a alors entrepris de regrouper les sans-travail dans une association: l'Association Humanitaire.

Saint-Martin avait dit: "Quand l'Association comptera 5 000 membres, je vous dirai comment on va solutionner notre problème." Alors on réunissait du monde, on faisait des discours sur la crise, le nombre de membres augmentait. Un jour, on a eu 5 000 membres: C'était le Grand Soir! Alors St-Martin a déclaré: "Voici ce qu'on va faire. On va aller s'asseoir sur les marches de l'Hôtel de ville, on va se faire arrêter, on va emplir les prisons". En même temps, il demandait à certains d'entre nous de surveiller les policiers, de prendre leurs numéros, de re-

marquer comment ils agissaient. Mais St-Martin n'était pas un communiste: une journée, il pouvait parler de Lénine comme d'un sauveur de l'humanité; le lendemain, il pouvait le descendre complètement...

Le Parti Communiste: au coeur des luttes pour la survie

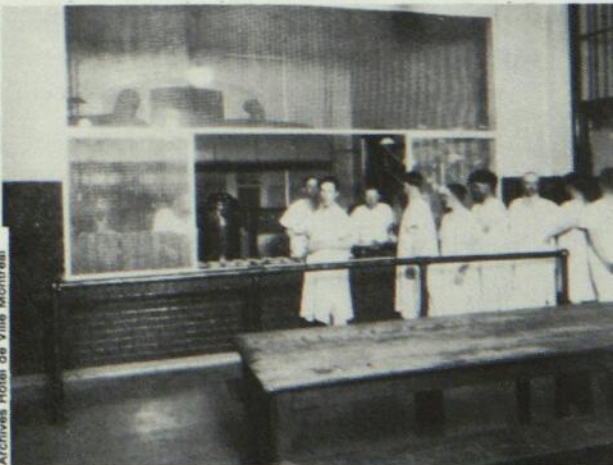
Ça faisait déjà un bout de temps que je militais à l'Université Ouvrière quand quelqu'un m'a approché pour m'inviter à une assemblée dans une maison privée, une assemblée du Parti Communiste. Il y avait là un type qui revenait d'un stage en URSS. Il disait que la 3ème Internationale était entrée en contact avec l'Université Ouvrière et qu'ils souhaitaient former un Parti Communiste au Canada. Depuis longtemps, la politique m'intéressait, j'al-

Pensionnaires du refuge Meurling en "jaquettes". Dès leur arrivée, les "pensionnaires" se dévêtent, passent à la salle de bains "où on leur verse sur la tête un savon antiseptique". Vient ensuite

l'examen médical. Une fois l'examen médical terminé, le pensionnaire enfle une robe de nuit et monte au réfectoire où on lui sert comme souper du pain et un bol de café ou de soupe.



Archives Hôtel de Ville Montréal



lais écouter les discours électoraux; l'expérience de l'Université Ouvrière aidant, j'ai adhéré tout de suite.

J'ai travaillé au recrutement et je me suis particulièrement occupé du journal **Clarté**, à titre de gérant. Au début, le journal était imprimé à Montréal, mais il a été banni quand Duplessis a sorti sa Loi du cadenas. La fameuse! J'ai été arrêté quelque 32 fois en vertu de cette loi-là! Pour remplacer **Clarté**, on a fondé un autre journal qui était imprimé à Toronto. J'étais en charge de sa distribution, qui s'effectuait clandestinement à toutes les semaines. La police avait créé une "escouade rouge" qui cherchait à saisir le journal; je peux dire qu'elle y est parvenu 2 ou 3 fois en 3 ans!

À cette époque-là, la crise économique était très sévère... La seule association qui donnait quelque chose, c'était la St-Vincent-de-Paul. À la maison, personne n'avait de travail et on allait là, la fin de semaine, pour chercher du manger à la poche... tout dans la même poche... La faim, le chômage, les gens expulsés de leur logement... tout cela faisait mûrir un climat politique...

On s'est mis à mener des luttes pour obtenir un bon de nourriture échangeable dans une épicerie. La Ville a commencé par donner un bon échangeable dans une épicerie en particulier, puis, suite à d'autres luttes, un bon échangeable dans n'importe quelle épicerie. Ainsi, ça permettait aux gens de profiter des spéciaux. Ensuite, on a re-

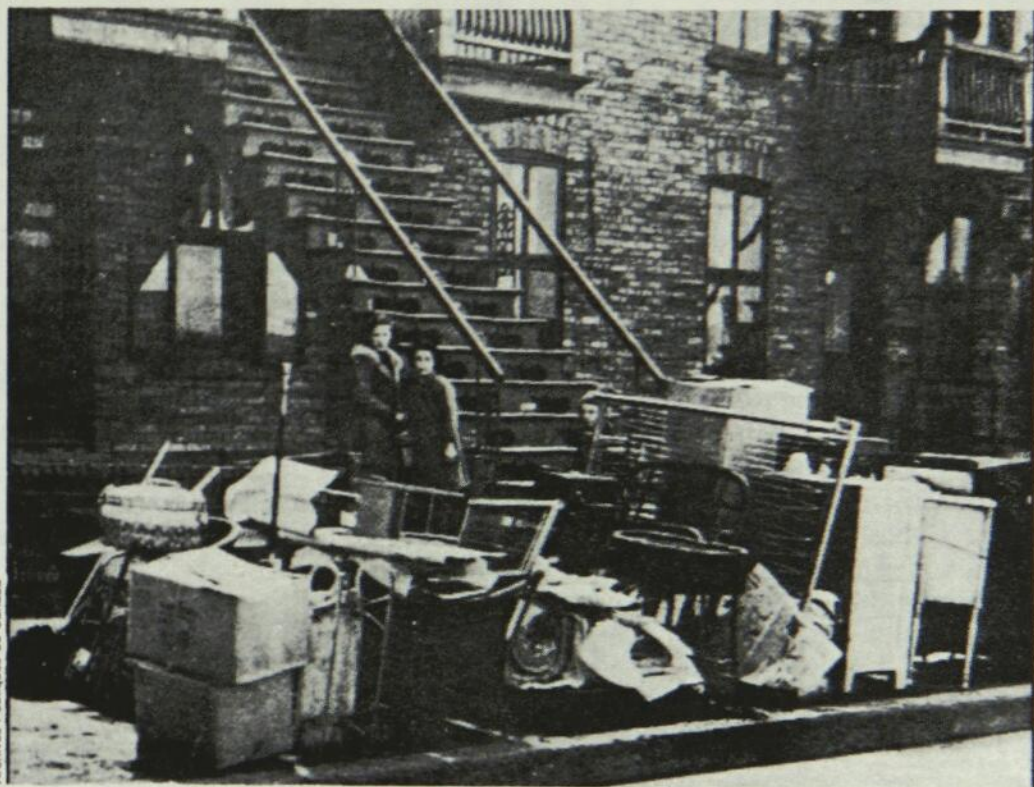
vendiqué un chèque qui nous aurait permis d'acheter n'importe quoi...

Pour réagir aux expulsions maintenant, on formait des organisations de chômeurs. Quand une famille était expulsée et son ménage vendu à l'encan, on partait, 30 ou 40 personnes, et on allait racheter l'ensemble du ménage pour 1\$ ou 1.50\$. On voyait à ce que les gens ne mettent pas plus que .02\$ ou .03\$ sur un article. Ceux qui faisaient autrement, eh bien, ils ne restaient pas longtemps! Ensuite, on redonnait le ménage à la famille et on l'invitait à la prochaine vente... ainsi, notre groupe grossissait. Finalement on a revendiqué, et obtenu, que la Ville donne des subsides pour le loyer.

Nos moyens de pression, c'étaient les délégations, les organisations de masse. Les assemblées, dont certaines ont réuni entre 20 000 et 25 000 personnes au Temple du travail. Le Parti comptait maintenant 700 ou 800 membres regroupés en différentes cellules...

L'URSS avait un système beaucoup plus avancé que le nôtre... pour les Russes!

En 1935, j'étais un membre actif du Parti; on m'a demandé si je voulais faire un voyage, une sorte de stage de groupe, en URSS. J'y suis allé jusqu'en '37. C'était alors, sous Staline, le début des purges et des assassinats de membres du Parti communiste soviétique. Mais ce qui nous avait d'abord



Éviction dans un quartier pauvre de Montréal en 1938.

frappés, c'est que tout le monde travaillait: l'URSS était un véritable chantier! Toute une différence avec ce que les gens nous racontaient de la période des tsars, caractérisée par le chômage, la répression, l'insécurité. Maintenant, tout le monde pouvait aller à l'opéra; les billets se vendaient à l'usine... Tant qu'à moi, ils avaient un système beaucoup plus avancé que le nôtre, un système adapté à leurs moeurs et à leurs manières. Je me disais qu'ici, avec l'avancement technique, nous aurions pu mettre sur pied quelque chose de formidable!

Hors-la loi en '39, hors-jeu en '45?

Mais déjà, la situation internationale se compliquait. Notre voyage de retour a été difficile parce que nous devions traverser une Allemagne envahie par les croix gammées. Avec la guerre, le Parti Communiste a été mis hors-la-loi; nous sommes donc tous rentrés dans la clandestinité. Je me suis retiré quelques temps à la campagne, puis je suis allé travailler à l'usine d'explosifs de Valleyfield.

Au début de la guerre nous étions contre la conscription mais un peu plus

tard, nous avons décidé de nous unir à l'effort de guerre, avec le gouvernement. Nous faisons alors l'analyse suivante: Contrairement à la guerre de 1914-1918 qui était une guerre impérialiste (pour le partage du monde), la guerre de 1939-1945 en était une d'idéologie. Il s'agissait de savoir si nous étions pour vivre sous le régime d'Adolf Hitler ou dans notre supposée démocratie, qui lui était tout de même préférable. Voilà pourquoi nous avons finalement appuyé l'effort de guerre.

Le gouvernement fédéral nous avait dit qu'il nous accorderait la liberté si nous nous rapportions. C'est ce que nous avons décidé de faire, non sans déchirements. Nous sommes allés une vingtaine à Toronto, où la police nous a arrêtés, pour nous remettre en liberté 20 jours plus tard.

Puis est arrivée la fin de la guerre. Il commençait à y avoir des dissensions dans le Parti. Le gouvernement fédéral avait sorti les 5 libertés: liberté de parole, d'organisation, de religion, liberté de ne plus avoir faim... Selon certains d'entre nous, la guerre était supposée avoir apporté une nouvelle vie, presque une nouvelle société. De fausses conceptions politiques se sont développées. Le Parti a commencé à se dégrader... Et puis, bien entendu le bureau-chef de Toronto avait certaines idées, et les canadiens-français en avaient d'autres. Les décisions du Québec n'étaient pas respectées. J'ai laissé à ce moment-là.

Je n'ai jamais eu d'éducation de gauche, mais quand je négociais avec les patrons, je ne pouvais pas faire autrement que de parler de capitalisme.

Par la suite, et pendant 29 ans, j'ai travaillé chez Canada Packers et j'ai milité dans le syndicat. On est passés d'une union AFL à une union CIO, plus combative, qui visait l'amélioration des conditions de tout le monde plutôt que l'enrichissement des seuls hommes de métier. Dans les salaisons, on a réussi à organiser des gens qui ne l'avaient jamais été de façon stable auparavant.

Le plus souvent, la compagnie ne voulait rien savoir de négocier. Elle disait qu'on était trop payés. Notre réalité, c'était les conditions de travail ingrates, les accidents de travail... Moi

Des travailleurs (Packing House Workers) appuyant la grève du textile.



je travaillais à faire sécher du sang. L'odeur écoeurante me restait collée à la peau, même après avoir pris douche par-dessus douche. Un jour je suis entré comme ça dans le bureau du gérant général pour négocier un grief. Quand il est entré, il a demandé: "Is there a dead rat around here — Y a-t-il un rat mort ici?" Je lui ai répondu: "Vous trouvez que je sens méchant, hein? Mais figurez-vous que ma femme est obligée de m'endurer sept jours par semaine!"

Et quand la compagnie refusait de donner des augmentations et qu'on allait devant le conciliateur, je racontais tout ça: deux gars morts dans une explosion de bouilloire, un autre tombé dans le crusher (broyeur) et je ne sais plus combien de doigts coupés. Des gars me demandaient si j'étais communiste. Moi j'ai jamais eu d'éducation de gauche, mais quand je négociais, je ne pouvais pas faire autrement que de parler de capitalisme, parce que je racontais mon vécu...

On a trop essayé d'implanter des partis par en haut

Je me suis aussi présenté candidat NPD, trois fois dans St-Jacques et une fois au provincial. Pas avec l'idée d'être élu mais avec l'espoir que les gens discutent d'autre chose que de l'Union nationale ou du Parti Libéral. Le problème, c'est qu'on a essayé d'implanter le NPD par en haut. On a souvent essayé d'implanter un parti socialiste par en-haut. Ça n'a jamais

marché. Aujourd'hui je ne suis plus au NPD, voyant qu'il s'est rangé du côté des faiseurs de guerre. De toute façon, ce parti-là n'a jamais rien compris à la mentalité des québécois. Mais je crois que, surtout avec la crise actuelle, la classe ouvrière va finir par sortir ses militants, ses leaders...

Je t'ai laissé la dignité humaine

Voilà. C'est un peu mon histoire. Ça n'a pas toujours été facile. J'avais souvent des assemblées le soir, jusqu'à deux heures du matin. C'est ma femme qui a élevé les enfants seule. L'autre jour, ma fille m'a dit: "Tu sais, papa, toutes les assemblées où t'es allé, tout le temps où t'as jamais été ici, qu'est-ce que ça t'a donné?" Et moi je lui ai dit: "Quand je vais mourir, je ne te laisserai pas de millions. Mais je te laisse la dignité humaine. T'auras pas besoin de te mettre à genoux devant ton patron. Je te laisse des conditions de travail que j'ai essayé d'améliorer. Le droit de dire ce que tu penses dans la société, celui de revendiquer les mêmes droits et le même salaire que l'homme. C'est ça que je t'ai laissé..."

*Propos recueillis par Martine
D'Amours*

FEMMES ET SOCIALISME



Nous sommes les esclaves des esclaves!

Mignonne Ouimet

“Y a-t-il plus d’hommes que de femmes dans le monde? Il semblerait que oui, si l’on en juge par ce qui se passe à l’Université Ouvrière où l’on entend toujours des conférences pour hommes, faites par des hommes, et surtout du point de vue des hommes.” C’est par ces mots que, devant l’auditoire de l’Université Ouvrière, - cette école de formation militante des années 1930 - Mignonne Ouimet commençait sa

conférence sur le thème: *Femmes et Socialisme*. Son propos? “Dans la société capitaliste, le maigre salaire des femmes les force à se marier, transformant ainsi une relation d’amour en relation de prostitution. Les femmes ne seront femmes que lorsqu’elles auront obtenu leur autonomie économique...” Nous en reproduisons ici de larges extraits.

Ici, la position de la femme est légalement et clairement définie; de par le code, elle est un meuble, une propriété ou un objet, pour ainsi dire, que l'homme achète ou loue à plus ou moins long terme, et suivant les stipulations d'un contrat notarié, avec approbation du maire ou d'un ministre du culte. Par ses lois, par sa force brutale, par ses actes à l'égard de la femme, l'homme en ce pays semble se dire en nous examinant: "Tiens, mais cela marche, cela mange, cela parle comme si c'était du monde!... Cela regarde, cela s'habille, cela pense, peut-être; vraiment, la femme est encore ce qui ressemble le plus à du monde!..." Mais ce n'est pas du monde; les hommes ne le veulent pas...

J'accuse donc la société actuelle de tenir la femme dans un état d'esclavage perpétuel. S'il est vrai que certains hommes sont les esclaves d'autres hommes, nous, les femmes, nous sommes les esclaves, même de ces derniers esclaves. Toutes les lois à notre égard sont injustes et les mœurs sont encore pires... Comme question de fait, dans l'organisation économique actuelle, la femme la plus digne de ce nom a moins de droit que l'homme le plus vil...

Voyons ce qui en est. Jeunes filles, nous sommes sous la dépendance et la fêrule de nos parents. Nous ne pouvons sortir du joug paternel que pour nous soumettre au joug marital, c'est-à-dire, sauter de la poêle dans le feu! C'est en vain que le code dira que la fille majeure et usant de ses droits jouit d'une certaine liberté. Quelle liberté? Est-ce la liberté de ne pas se marier? Soit. Mais alors, que ferons-nous pour gagner notre vie? Travailler? Nous est-il même permis de gagner notre vie par notre travail? Vous savez bien, mes camarades, que notre système économique

actuel nous rend ce travail impossible et que cette dernière ressource du travail, pour gagner notre vie, est un bien beau leurre!

En effet, combien gagnent les employés des manufactures de coton, de tabac, d'allumettes, de chaussures? Combien gagnent les employés chez Eaton, Morgan, Dupuis, etc.? Une pitance! Vous n'aurez jamais l'audace de dire que nous pouvons gagner ainsi honnêtement notre vie par notre travail. Aujourd'hui, il est connu et admis par toute personne bien au courant de votre économie sociale, que le salaire des femmes varie de 5\$ à 7\$ par semaine. Or, pour occuper une chambre un peu confortable, l'on demande 2.50\$ à 5.00\$ par semaine, au moins. Pour se nourrir, le prix des repas pour l'ouvrière, en général, est de .20¢ à .25¢ par repas, ce qui forme un montant de 4.50\$ à 5.00\$ par semaine. Voilà donc, seulement pour se loger et se nourrir, tout notre salaire de la semaine dépensé! Maintenant, où devons-nous prendre l'argent pour acheter nos habits?

Les hommes traitent avec mépris la femme mal habillée, et même ils lui refusent de l'ouvrage lorsqu'elle n'est pas assez jolie ou qu'elle n'est pas assez à la mode...! Présentez-vous mal étriquées, dans un bureau ou magasin, pour y travailler et vous verrez comment vous y êtes reçues.

Bref, la société actuelle nous place dans le dilemme suivant: soit travailler au milieu de camarades sans gêne, se servant d'un langage par trop familier, ou des contre-maîtres entreprenants, avec des patrons aimables, trop aimables même lorsque nous sommes jeunes, et cela, pendant 40, 50, 60, heures par semaine, avec un salaire de misère, ou bien ne pas travailler. Or chacun le sait, 90% de l'humanité n'est pas

assez riche pour vivre sans travailler. Le salaire payé à la femme étant insuffisant à ses plus stricts besoins, il lui faut donc songer à gagner sa subsistance par un autre moyen, cela est inévitable!

En un mot, puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, la femme est forcément entraînée vers l'une des prostitutions connues. La première, c'est la prostitution générale, mais légale. C'est-à-dire le mariage! La deuxième, c'est... l'autre. J'entends déjà le concert de protestation que va soulever, chez plusieurs, cette assertion que le mariage n'est que de la prostitution légale. Mais il faut en attribuer la cause au fait que nous ne donnons pas tous à ce mot la même signification.

Cependant, entre nous, mesdames, je persiste à dire que nous devons appeler les choses par leur nom. Si ces messieurs croient que leurs femmes, sous le régime économique actuel, les ont épousés uniquement par amour, qu'ils en soient heureux! Mais j'affirme que, même chez les plus pauvres, les jeunes filles sont forcées de se marier pour se créer une situation. Lorsque deux individus de sexe différent ont un penchant l'un pour l'autre et qu'ils se le prouvent, c'est de l'amour... Mais quand il entre dans l'esprit de l'un des deux une considération économique quelconque, c'est de la prostitution, selon moi.

Le véritable motif pour lequel l'homme nous tient en esclavage, c'est parce que lui-même est un esclave qui rampe devant le maître et qu'à son tour, comme pour se dédommager, il devient tyrannique à l'égard des plus faibles. Nous ne pouvons donc devenir des êtres dignes et libres que lorsque les hommes auront pu secouer leur propre joug. Pour cela, il faut que nous leur aidions de toutes nos forces.

Lorsque les hommes se seront purifiés de ce péché originel appelé propriété privée, lorsqu'ils auront enfin bouleversé l'amas de préjugés politiques, religieux et nationaux qui les terrassent, alors seulement l'élan qu'ils auront pris vers la liberté nous entraînera avec eux. C'est alors, j'en suis convaincue, que tout être humain recevant la pleine valeur de son travail, sans payer tribut aux propriétaires, aux commerçants, aux spéculateurs, notre labeur nous permettra de vivre indépendantes. Et l'on ne verra plus de jeunes filles accepter de mieux maris, parce que ces derniers ont de la braise...! On ne verra plus de ces ménages où les conjoints restent ensemble malgré qu'ils se détestent à mort! La femme ne sera vraiment femme que lorsqu'elle aura obtenu sa liberté économique. Et les hommes sauront alors, et alors seulement, quel trésor d'amour est le cœur de la femme.

(Le texte de cette conférence a été fourni par Robert Demers, de la FTQ, tiré de Femmes et Socialisme, 1931)

100 ans déjà

- 1888** — Elections fédérales: A.T. Lépine, premier véritable député ouvrier, représentera Montréal-Est à Ottawa. C'est un typographe membre des Chevaliers du Travail.
- 1889** — Montréal: Formation du Parti Ouvrier
- 1904** — Formation du Parti Socialiste du Canada
- 1906** — Les Socialistes sont expulsés du Parti Ouvrier
— A. Verville élu premier député du Parti Ouvrier à Ottawa pour le comté de Maisonneuve. Il sera député pendant 15 ans.
- 1914** — Organisation de la Section francophone du Parti Socialiste du Canada, dirigée par Albert Saint-Martin.
- 1917** — Dans la lutte contre la conscription: alliance entre socialistes, nationalistes et la Fédération des Clubs ouvriers municipaux.
- 1921** — Fondation du Parti communiste (P.C.) du Canada
- 1925** — Les communistes sont expulsés du Parti Ouvrier
— Création de l'Université ouvrière par Albert Saint-Martin
- 1932** — Fondation de la Coopérative Commonwealth Federation (C.C.F.)
- 1940** — Les femmes obtiennent le droit de vote à Québec
- 1943** — Le Parti communiste prend le nom de Parti ouvrier progressiste. Il fait élire un député, Fred Rose, dans Montréal-Cartier, le seul député que le P.C. ait jamais eu au Québec.
- 1944** — La CCF fait élire le seul député qu'elle ait jamais eu au Québec, David Côté dans Rouyn-Noranda.
- 1947** — Scission au sein du Parti communiste au sujet du droit à l'autonomie de l'aile québécoise.
- 1949** — Formation du Parti communiste du Canada français (exclus du P.C.)
- 1956** — La CCF se donne un nom français au Québec: le Parti social-démocratique (P.S.D.)
- 1960** — Formation de l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec, premier mouvement indépendantiste de gauche au Québec. Naissance du Rassemblement pour l'indépendance nationale (R.I.N.)
- 1961** — Le mouvement syndical canadien (C.T.C.) et la C.C.F. (P.S.D. au Québec) fondent le Nouveau Parti Démocratique (N.P.D.)
- 1963** — Premier manifeste du Front de libération du Québec (F.L.Q.) Fondation du Parti Socialiste du Québec (P.S.Q.), aile nationaliste du N.P.D. Lancement de la revue Parti-Pris.
- 1965** — Formation du Mouvement de Libération populaire (M.L.P.)
Le N.P.D. réalise la plus belle performance de son histoire au Québec lors des élections fédérales: 12% des voix (18% à Montréal)
- 1966** — Aux élections, le R.I.N. et le Ralliement national (plus à droite) recueillent près de 10% des voix.
- 1967** — Scission au sein du Parti Libéral du Québec. René Lévesque et ses partisans fondent le Mouvement Souveraineté-Association, devenu le P.Q. en 1968. Le P.Q. absorbe le R.I.N. à sa gauche et le R.N. à sa droite.
- 1968** — Des comités de citoyens se transforment en comités d'action politique (C.A.P.). Formation du Front de Libération populaire (F.L.P.)
- 1970** — Formation du Front d'Action politique (F.R.A.P.), à partir des CAPs et des centrales syndicales. Crise d'octobre.
- 1971** — Manifeste de la C.S.N.: **Ne comptons que sur nos propres moyens**, Manifeste de la F.T.Q.: **L'État, rouage de notre exploitation**
- 1972** — Manifeste de la C.E.Q.: **L'École au service de la classe dominante**
- 1973** — Formation du groupe En Lutte! (pro-chinois) — Formation du Groupe socialiste des Travailleurs du Québec (trotskyste)
- 1974** — Aux élections municipales de Montréal, le R.C.M. obtient 44% des voix et 18 conseillers.
- 1975** — Formation de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (pro-chinois), devenue plus tard le Parti Communiste Ouvrier (P.C.O.).
- 1981** — Manifeste du Mouvement Socialiste (M.S.)
- 1982** — Document du Regroupement pour le Socialisme (R.P.S.)
- 1982-83** — Liquidation d'En Lutte! et du P.C.O.

Tiré de CSN-CEQ — Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 150 ans de luttes.

Le Parti C.C.F.

la grande peur du socialisme au pays du Québec

Entrevue avec Simonne Monet-Chartrand

V.O. — Quand avez-vous entendu parler pour la première fois du C.C.F.?

S.M.C. En 1943, à l'occasion d'une élection fédérale. En novembre 1942, Michel Chartrand et moi, mariés depuis février 1942, ainsi que des militants de la Ligue pour la Défense du Canada — dont nous étions — participèrent à une campagne politique fédérale à l'occasion d'une élection partielle dans le comté d'Outremont. Jean Drapeau, étudiant en 3e année de droit s'était alors présenté "Candidat des Conscrits" dans ce comté contre le tout-puissant candidat du premier ministre libéral Mackenzie King. Il se nommait le major-général Laflèche. Michel fut l'organisateur bénévole de cette campagne politique anti-conscriptionniste, audacieuse en pleine guerre Mondiale (1939-45).

À l'autre bout du Canada, J.S. Woodworth chef fondateur du C.C.F.¹ s'était aussi en 1939, comme en 1917 d'ailleurs, prononcé contre la participation du Canada aux guerres de l'empire britannique. Henri Bourassa avait écrit dans *Le Devoir* que c'était un chrétien pacifiste, ex-ministre du culte² d'une secte protestante, homme intègre, quoique socialiste. Il avait réussi à créer une coalition rurale-ouvrière dans l'Ouest Canadien avec un programme politique d'inspiration travailliste britannique. Mais tout cela était loin de nos préoccupations quotidiennes de jeunes nationalistes catholiques du Québec.

Puis aux élections complémentaires d'août

1. Coopérative Commonwealth Federation fondé en 1933 à Winnipeg
2. Dans l'Église Méthodiste

1943, Michel s'impliqua à nouveau comme organisateur du Bloc Populaire Canadien dans le comté de Montréal-Cartier en faveur de la candidature de Me Paul Massé, jeune avocat nationaliste polyglotte qui vivait et travaillait dans ce comté ouvrier. Par contre, sous la bannière du Parti communiste, le candidat Fred Rose battait campagne avec succès — il fut d'ailleurs élu député fédéral. Enfin, un jeune avocat juif anglophone, mais parlant bien français, David Lewis³, ex-étudiant en droit de McGill et président du club socialiste de cette université fut le candidat du C.C.F., appuyé par le professeur Frank Scott de l'Université Mc Gill.

V.O. — Qu'est-ce que vous saviez du C.C.F. dans ces années '40?

S.M.C. J'en connaissais peu de choses sinon que quelques mois après cette élection, soit en octobre '43, les évêques du Québec, après étude et diverses consultations décidèrent de lever l'interdit de

Origine du CCF

En pleine crise économique, en 1933 les fermiers et les ouvriers organisés en coopératives et en unions ont fondé dans l'Ouest canadien un nouveau parti, inspiré des programmes et principes travaillistes d'Angleterre. Un socialisme d'inspiration chrétienne. La pression des députés C.C.F. a forcé le parti libéral fédéral à adopter par la suite des mesures sociales telles: l'assurance-chômage, les allocations familiales et autres réclamées par le public et les parlementaires C.C.F. Le C.C.F. est l'ancêtre du N.P.D., le Nouveau Parti Démocratique fondé à Ottawa en 1961.

1933: époque où ils avaient formellement défendu aux catholiques d'adhérer au C.C.F. d'être candidat et de voter pour un programme socialiste. Le cliché le plus répandu par le clergé, et par Duplessis à cette époque était celui-ci: "Le Socialisme est le premier pas vers le communisme". Puis il y avait eu la fameuse loi du Cadenas.

V.O. — Faites-nous un bref historique de ce parti socialiste et de votre adhésion.

S.M.C. En 1944, le parti C.C.F. fut porté au pouvoir en Saskatchewan. Puis en 1945, lors du débat public mené par un comité formé par Thérèse Casgrain pour obtenir que les chèques d'allocations familiales soient adressés aux mères de familles québécoises et non aux maris, celle-ci, me sachant active dans les Écoles de Parents et les mouvements d'Action Catholique d'adultes, me convoqua chez elle à une réunion. Ce fut mon premier cours pratique d'action politique. Elle m'avoua qu'elle pensait adhérer officiellement au C.C.F. Ce qu'elle fit en décembre 1946. À partir de ce moment je n'eus plus de réticence et j'étais sympathique au parti mais sans plus. Le chef provincial du C.C.F. était alors Guy Merrill Desaulniers, avocat pro syndical; certains syndicalistes en étaient membres.

V.O. — Quand avez-vous adhéré Michel et vous au C.C.F.?

S.M.C. Plus tard, vers 1955. Thérèse Casgrain était alors leader provincial du parti et vice présidente nationale. Le programme économique et social du parti répondait aux aspirations et convictions coo-

pératives et syndicales de Michel, mais face à la question nationale québécoise, il y avait une bataille à mener et à gagner pour faire reconnaître par le parti C.C.F. — tout comme par les autres d'ailleurs — l'existence au Canada de deux nations. Le C.C.F. n'avait pas de véritables racines dans la province. Les jeunes intellectuels de l'époque de Cité Libre: Pierre Elliott Trudeau, Gérard Pelletier, Jacques Hébert, puis Maurice Sauvé et Jean Marchand, tous se disaient socialistes "dans les salons" ou au Cercle Universitaire de Montréal, mais n'acceptaient pas de se compromettre officiellement voire même de signer une carte de membre ou un article dans le journal ou les bulletins d'information du C.C.F. provincial.

V.O. — Et le grand saut en politique active?

S.M.C. À l'été de 1956. Nous habitons avec nos sept enfants à Boucherville. Michel faisait de l'organisation syndicale à la C.T.C.C. partout en province. Il accepta à ses risques et périls, d'être nommé délégué du C.C.F. provincial au congrès de Winnipeg. Ce fut une grande décision à prendre. La C.T.C.C.⁴ était une organisation encore confessionnelle, provinciale et nationaliste. Bien des membres et des aumôniers craignaient l'influence d'un programme politique socialiste d'inspiration anglaise sur l'orientation des syndicats catholiques.

En préparant cet entretien j'ai retrouvé et relu une lettre de Michel en provenance de Winnipeg datée du 1er août 1956. "Je souhaiterais te voir avec moi ici comme délégué aux séances du Congrès et observatrice au Conseil National où je siège maintenant comme délégué du Québec. Bâtir avec imagination, fierté et audace, un parti de démocratie économique en collaboration directe avec les membres des unions et des coopératives, et des groupes actifs de notre société, pour abolir les inégalités économiques et les injustices sociales me paraît un programme très humain et chrétien. J'y collabore activement".

V.O. — Comment vous êtes vous impliquée dans le parti?

S.M.C. D'abord en étudiant le programme, en assistant en 1957 à des cours donnés régulièrement par des militants qui avaient fondé l'École Sociale Démocrate. J'assistais aussi à des réunions mensuelles d'information et de discussion (rue Beaudry, au local du C.C.F.). Je me souviens particulièrement d'un panel sur le thème: "Éducation, droit ou privilège?" Richard Joly, Pierre Vadeboncoeur, Fernand Jolicoeur directeur du Service d'Éducation à la C.T.C.C., réclamaient de Duplessis, l'instruction gratuite et obligatoire. C'était pour moi une question importante, ayant sept enfants. Puis j'ai rédigé quelques textes et fait des discours électoraux au côté de Michel à l'élection fédérale de mars 1958 dans le comté de Lapointe (Arvida) où il eut bien des supports: plus de 8 000 votes C.C.F. C'était un progrès considérable pour les idées du parti. Il se présenta à nouveau

3. Plus tard chef national du N.P.D. dans les années 1960

4. Confédération des travailleurs catholiques du Canada, devenu C.S.N. en 1960

Michel Chartrand en compagnie de Thérèse Casgrain et de J. Coldwell



P.S.D. dans le comté du lac St-Jean en 1959. Entretemps à l'occasion du 25e anniversaire de fondation du C.C.F., au congrès national tenu à Montréal en 1958 le parti du Québec avait pris le nom de P.S.D. (voir photo)

V.O. — Pourquoi le C.C.F., P.S.D., P.S.Q., et N.P.D., n'ont-ils jamais eu de vraies racines au Québec?

S.M.C. La crainte du changement politique en matière économique, la peur du socialisme entretenue en haut lieu, la question nationaliste traditionnelle, le refus de "perdre son vote". Les canadiens français aiment gagner leurs élections, même à leur détriment. Ils sont en général peureux et conservateurs d'attitude, prudents au moment de voter. Ils croient penser en progressistes mais agissent en opportunistes le moment venu de voter et de se compromettre officiellement.

V.O. — Comment voyez-vous l'avenir du socialisme au Québec?

S.M.C. De sombre façon. De la fondation du N.P.D. en 1961 à nos jours, une autre génération est née, désillusionnée de tous les partis politiques, même du P.Q. Marginaux, anarchistes, indifférents face aux questions nationales, constitutionnelles et démocratiques. L'espoir réside dans les échanges et regroupements de solidarité autour de problèmes et solutions concrètes touchant la vie quotidienne au niveau des couples, des familles, du quartier, du travail et du chômage, dans des démarches nouvelles d'ordre politique, moral et spirituel. Les programmes et chefs de partis politiques sont vieillissés, dépassés, inadaptés. Il faut tourner la page et rebâtir plus humain plus chrétien, avec une mentalité socialiste plus appropriée aux besoins fondamentaux des humains de cette fin de siècle. ●

Richelieu, 1er mai '83, S.M.C.

L'action politique

Quand le déclic se fait, ça te suit partout

Jean Robert Primeau, militant du Front de libération populaire (F.L.P.), aujourd'hui militant C.S.N.*

V.O. — Qu'est-ce qui t'a amené à l'action politique à la fin des années '60?

Avant 1967 et 1968, j'assistais en spectateur aux débats qui se déroulaient dans l'arène politique. J'étudiais, je lisais beaucoup. Je me souviens d'un travail sur la Révolution française qui m'avait fait dire que si la bourgeoisie avait pu faire cette révolution, le peuple pourrait bien faire pareil. Mais je n'étais contestataire qu'en paroles. Ça se limitait à de l'escrime verbale avec les profs.

Puis nous en sommes venus, quelques amis et moi, à revendiquer des cours sur le marxisme. Nous voulions rapprocher la réflexion philosophique des problèmes du peuple québécois.

C'était la guerre au Vietnam et mai '68 en France. C'était électrisant. On a occupé l'Université (philo et sciences sociales) en même temps que les étudiants des Cégeps. Objectif poursuivi: emmener les travailleurs à l'Université d'une part et d'autre part nous lier au mouvement ouvrier.

Notre lien s'est fait avec le M.L.T. La manif de Dorval a été pour moi un

* Jean-Robert travaille comme organisateur communautaire au C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve depuis 1975. À la fin des années '60, il est étudiant en philosophie à l'Université de Montréal, puis répartiteur à la Compagnie de taxi Lasalle et par la suite agent de bureau au Ministère du transport. Son père est technicien à Northern Telecom, sa mère vendeuse chez Ogylyie. Il a actuellement 36 ans et est père de 2 enfants.

Notre lien s'est fait avec le M.L.T. La manif de Dorval a été pour moi un point tournant: des autobus Murray Hill renversés, l'affrontement des manifestants avec la G.R.C...

Photo La Presse Montréal



point tournant: des autobus Murray Hill renversés, l'affrontement des manifestants avec la G.R.C... De là un lien avec le C.I.S. C'est la soif de justice, la soif de changement radical axé sur la lutte nationale et la lutte sociale qui devient ma préoccupation quotidienne avec d'autres événements marquants: manif contre le Bill 63, manif pour un Mc Gill français, manif de la St-Jean en '69, manif du Congrès de l'Union Nationale à Québec...

V.O. — Faire de l'action politique, c'est dès lors contester toute la société?

Effectivement! C'est aussi chercher à influencer le plus de monde possible pour la changer cette société... sans compromis. C'est l'agitation, la propagande, les manifs de masse. **L'action directe.** Et à ce moment là ce qui prend forme comme stratégie, c'est de favoriser un **pouvoir populaire parallèle** en ralliant des travailleurs à des orga-

nisations de quartier, implantées. L'action politique c'est aussi **l'anti-électoratisme.** Nous étions donc contre la stratégie du F.R.A.P. Ce n'étaient pas des ennemis mais nous croyions que le F.R.A.P. préparait ses adhé-

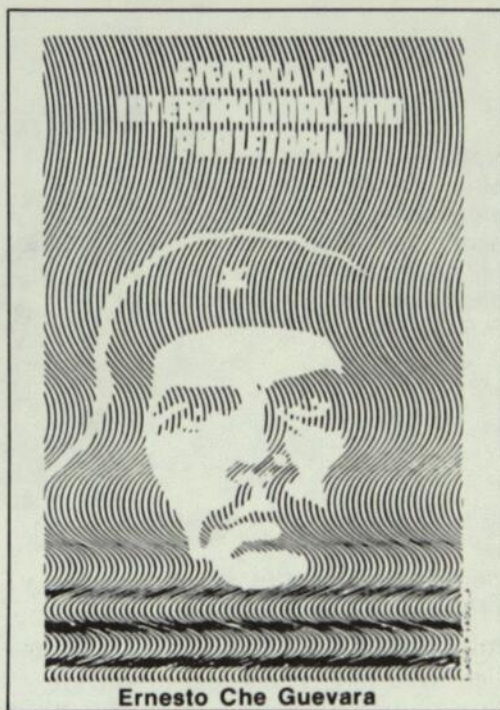
Itinéraire militant: D'abord près du C.I.S. (Comité Indépendance Socialisme) et du M.L.T. (Mouvement de libération du taxi), il devient militant actif du F.L.P. tout en travaillant au Comité ouvrier St-Henri pendant trois ans (1968 à 1970). De 1972 à 1975 il est militant syndical au S.F.P.Q.* section transport, puis à partir de 1975, militant C.S.N., au Conseil Central de Montréal plus particulièrement. Après un court séjour à la Ligue communiste (6 mois), il s'engage politiquement à nouveau avec le Regroupement pour le socialisme en 1980 et 1981. Depuis 2 ans il s'occupe d'abord d'être père de famille. L'action politique l'occupe moins mais comme il le dit si bien lui-même: **"quand le déclic se fait, ça te suit partout".**

* (Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec)

rents à d'amères désillusions et de cuisantes défaites parce que les jeux étaient, pensions-nous, pipés d'avance. L'action politique, c'était également appuyer le Tiers Monde, non pas en donnant de l'argent mais en frappant l'impérialisme de l'intérieur. (Nos références de l'époque: les "Black panthers" aux États-Unis, les ouvrages de Che Guevara, l'Irlande).

Dès lors, avec tout ce travail d'organisation à faire, toutes ces manifs, tous ces événements et l'implication de plusieurs, jusqu'à aller en prison pour certains, tu ne peux pas faire autrement que d'être engagé complètement dans l'action politique. Parce qu'il fallait en finir avec la soumission et le fatalisme du passé, de nos parents, de la génération précédente, parce que notre révolte devait se canaliser dans une lutte organisée et collective.

Mais par delà l'agitation/propagande, au comité ouvrier à St-Henri on s'est rapidement confronté à une autre réalité. D'un côté le F.L.P. devait et pouvait continuer ses actions au niveau national. De l'autre il nous fallait faire un travail plus en profondeur: travail de syndicalisation (Eagle Toys, Simmons Bed...) dans les milieux de travail, travail d'organisation des locaux et au niveau des loisirs. Le rythme d'organisation et d'action est différent car les gens du quartier ont aussi leur vie familiale. Puis il faut prendre le temps et se donner les moyens de politiser les luttes dans lesquelles nous étions engagés dans le



quartier. Faut se lier avec les gens, établir des relations de sympathie active. Cela prend du temps et de la patience.

V.O. — À ce propos ton expérience politique et ton engagement ont-ils changé ta façon de percevoir les choses (le monde, la société?)

La conscience révolutionnaire est conscience malheureuse. Quand le déclic se fait pour l'action politique, quand on a commencé à comprendre un certain nombre de choses, on ne peut plus s'en laver les mains, ça te suit partout. Mais on est malheureux parce que la distance entre ton idéal et la réalité est énorme. Ce rapport imaginaire à la réalité te rend malade. Après

octobre '70, un de mes amis a voulu tout oublier. Il s'était aperçu que on ne change pas la réalité comme on change de chemise.

De façon plus pratique ça veut dire être d'accord avec toutes les forces de changement, tout ce qui affaiblit la bourgeoisie et renforce les masses populaires. Mais aussi... percevoir la fragilité de nos organisations politiques actuelles... en espérant le germe d'un mouvement futur plus important.

V.O. — Après le F.L.P. et le comité ouvrier, tu continues de militer politiquement mais de façon bien différente!

Avec la crise d'octobre, on opère un repli. Peu de choses à faire sinon, pour ceux qui le peuvent, organiser la résistance, exiger le retrait des mesures de guerre. Les grandes organisations (les centrales syndicales en particulier) prennent le relais. Pour ma part, des amis m'aident à vivre en attendant que je trouve du travail. J'aboutis à la compagnie de taxi Lasalle (un an) puis comme agent de bureau au Ministère du Transport. C'est un re-départ avec, cette fois-ci, l'action syndicale. Je cherche à mieux connaître le monde, à mieux comprendre comment ça marche un syndicat, à identifier avec d'autres les blocages au niveau de la direction nationale de notre syndicat, 30 000 membres du S.F.P.Q. c'est un énorme syndicat. Finalement j'obtiens un travail d'organisateur communautaire au CLSC Hochelaga-Maisonneuve où je milite à nouveau au

plan syndical mais cette fois-ci dans la région Est pour le Conseil Central: travail d'appui aux grèves, enquête dans les syndicats locaux pour sortir ceux-ci de l'isolement, répondre au problème de l'écart entre les militants... et les membres.

En '76 j'embarque dans un cercle de lecture de la Ligue. Les militants de la Ligue me surprennent: ils sont formés politiquement et semblent faire du bon travail dans leurs syndicats. Ça vient combler un vide. Mais j'ai dû déchanter rapidement: la question nationale est sur le tapis mais ils n'ont pas de réponse satisfaisante (ils sont contre l'indépendance), ils ne tiennent pas compte des organisations politiques qui les ont précédés et ils ont des exigences folles comme se lever à 5h a.m. pour passer le journal dans des milieux que tu ne connais pas.

C'est en '80 que je reprends vraiment contact avec le militantisme politique. Le Regroupement pour le socialisme avait une critique articulée du "m-lisme" et tenait compte des acquis, du vécu de l'action politique que j'avais connue: mener la lutte autour de deux axes intimement liés, le social et le national. J'y serai deux bonnes années de façon active. Aujourd'hui je sympathise, je n'y milite pas activement.

V.O. — Est-ce que l'action syndicale et l'action politique c'est conciliable?

Là-dessus je n'ai vraiment qu'une seule certitude: l'organisation syndicale ne peut se transformer en organisation



A la fin des années 60, il y avait beaucoup de manifestations en faveur de l'indépendance du Québec.

politique. Pour le reste l'articulation pratique entre les deux est très difficile... du moins dans les conditions actuelles. En outre les syndicats ont développé des formes d'action politique mais ça n'a pas été très loin. La lutte syndicale pose des questions politiques mais elles sont souvent discutées seulement au niveau des militants.

V.O. — Quel est ton espoir en '83 par rapport à l'engagement des militants syndicaux et populaires dans la lutte politique?

Ma réponse à cela est toute personnelle: Je suis contradictoire par rapport à ça! D'un côté j'ai à investir beaucoup dans ma famille et mon travail. De l'autre il faut investir dans l'organisation d'un mouvement politique mais cela prend également beaucoup de temps. Pendant plusieurs

années je n'ai pratiquement pas été chez nous. Alors... peut-être que c'est conciliable si l'action politique est beaucoup plus aérée qu'elle ne l'a été... mais des fois je me dis que ça aussi c'est peut-être idéaliste, il y a des conjonctures qui ne s'y prêtent pas. Difficile comme tu peux voir...

Propos recueillis par Louis Favreau

1968 — 1969

L'action politique fait son chemin dans les organisations populaires et dans les syndicats

Le 19 mai 1968, dans une école du quartier St-Henri, une vingtaine de comités de citoyens du Québec se réunissent pour la première fois de leur histoire. Déclaration finale: "Nous n'avons plus le choix, il nous faut passer à l'action politique". Simultanément les organisations syndicales (CSN, FTQ, CEQ) indiquent leur intention d'ouvrir un deuxième front (celui de condition de vie) en avançant le projet de colloques intersyndicaux sur cette question.

Pour avoir été partie prenante de la rencontre de St-Henri en mai '68 et du colloque intersyndical de Montréal à l'hiver '70, il ne faut pas, je crois, interpréter ces déclarations d'intention au

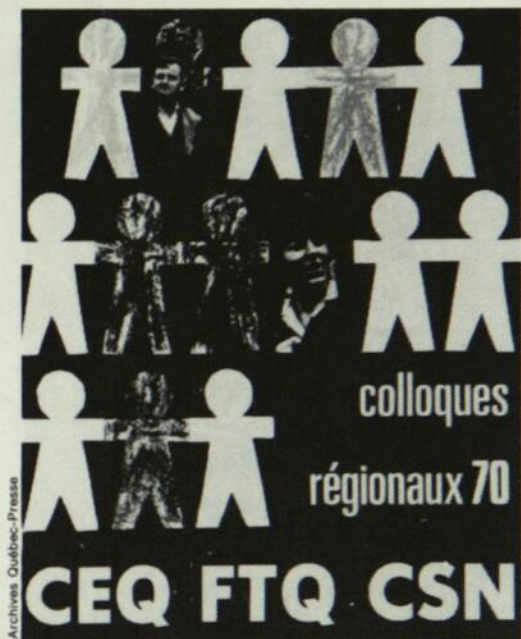
sens d'une position politique ferme et articulée. Il s'agit cependant d'une **opinion** très présente chez bon nombre de militants-es, **ressentie confusément comme étant une direction à prendre**. Quelle sorte d'action politique entreprendre? Quel projet de société véhiculer? Sur quels alliés compter? Par où commencer?... Toutes ces questions n'avaient pas encore mûri. Mais elles étaient posées...

Elles prendront deux bonnes années avant d'aboutir pour finalement prendre forme dans le manifeste d'une douzaine de comités d'action politique de quartier réunis en front commun, le Front d'action politique (FRAP), en mai '70.

Pendant que les conseils régionaux de syndicats (CTM-FTQ et CCM-CSN) s'affairaient à préparer leur colloque intersyndical avec les syndicats CEQ de la région métropolitaine, des

Le 3ième personnage à partir de la gauche, c'est Favreau au moment où il travaillait à "ébranler le coeur du Québec". Le pire, c'est que la passion de l'action politique ne l'a pas lâché depuis. (N.D.L.R.)





comités de citoyens — à l'initiative d'animateurs sociaux — s'engageaient dans des démarches d'éducation politique: "Les citoyens face au pouvoir" (en collaboration avec le service d'éducation des adultes de la CECM).*

L'éducation politique est une chose, l'action politique en est une autre. Je ne crois pas que les deux s'opposent mais l'action politique cherche à transformer la prise de conscience en force sociale active autour d'enjeux précis. C'est ainsi qu'après le colloque intersyndical où les militants des comités de citoyens étaient aussi présents... et bien présents d'ailleurs, nous avons

* À partir de 1971 et 1972, le Centre de formation populaire prendra la relève avec cette fois un contenu et une approche de classe plus nette: "Les travailleurs face au pouvoir".

commencé à regrouper militants populaires et syndicaux en comités d'action politique de quartier. Avec eux nous avons abordé la **question municipale montréalaise**, puis nous nous sommes donné un manifeste commun (en mai '70), et finalement une esquisse de programme débattue en congrès (septembre '70) en vue des élections (fin octobre de la même année).

Le F.R.A.P. au carrefour des luttes populaires, syndicales et étudiantes

Le F.R.A.P. évoluait dans le champ politique municipal et comptait créer une opposition populaire contre le Parti civique au moment des élections. Mais son projet politique était plus large; une fois démarré, il entendait ouvrir la lutte sur d'autres fronts.

Consommation et travail formaient les deux autres volets de sa stratégie politique. Et cela dans une perspective de pouvoir populaire.

Les contours et le contenu de ce pouvoir populaire étaient aussi imprécis que les préoccupations "socialistes" ou "socialisantes" de ses militants. La pensée politique du F.R.A.P. était rudimentaire. Cependant, dans une période courte mais dense, où la gauche n'était guère sortie des universités et des milieux intellectuels (revue Parti-Pris par exemple), **cette pensée politique et cette stratégie ont permis d'opérer des jonctions** entre

1) des militants-es de comités de citoyens qui, depuis 4 ou 5 ans, se heurtaient au "mur" du pouvoir politique municipal;

2) des militants-es du mouvement étudiant qui, après les occupations de Cégep, cherchaient à s'impliquer du côté des travailleurs organisés;

3) des militants syndicaux, en provenance surtout du secteur public et parapublic, qui voulaient sortir des cadres habituels de la convention collective ("ce que nous gagnons d'un côté, on nous l'arrache de l'autre, disait-on souvent à l'époque, par la hausse des loyers due à la spéculation foncière, par la hausse des taxes...").

Aux élections:

Le FRAP n'a rien gagné, mais il n'a rien perdu non plus.

Le F.R.A.P. présente donc une trentaine de candidats, très majoritairement issus des rangs populaires et



Comités d'action politique

Il s'agit de bâtir un **pouvoir populaire** en dehors des partis existants et au niveau municipal. D'où la nécessité de créer des comités d'action politique dans tous les quartiers de Montréal sur la base des districts municipaux et regroupés dans un front politique commun à l'échelle de toute la ville.

Les comités d'action politique (du F.R.A.P.) sont des unités mobiles qui doivent lutter sur plusieurs fronts en même temps car les intérêts de la classe ouvrière ne se situent pas uniquement sur un plan.

- Front consommation: ... la coopérative est un instrument de combat qui permet de commencer à organiser un pouvoir populaire...
- Front du travail: la lutte ouvrière... doit s'élargir et viser la création du pouvoir ouvrier dans les usines et les bureaux...
- Front politique municipal: orienter les politiques municipales en fonction des intérêts de la majorité...

une action politique propre
aux travailleurs... dans la
ville la plus importante du
Québec



C.S.N.

syndicaux. Il y recueille quelque 10% des voix dans toute la Ville. Le contexte est cependant pour le moins loufoque. Quelques semaines avant l'élection, Jean Marchand, alors ministre fédéral, déclare à Vancouver que le F.R.A.P. est le "front" (la couverture) du FLQ tandis que Jean Drapeau renchérit en affirmant que si le F.R.A.P. est élu... il y aura du sang dans les rues.

Psychose de panique parmi la population, émoi dans les rangs du F.R.A.P., d'autant que certains de ses candidats sont arrêtés de même que de nombreux sympathisants. C'est l'alerte rouge. Aucun candidat n'est élu évidemment. Mais, et c'est là ma conviction profonde, si le F.R.A.P. ne gagnait rien, il ne perdait rien non plus: il ne faisait que commencer la lutte. Cependant les résultats de cette élection-bidon sont

fortement ressentis comme un échec par la très grande majorité des militants. L'incertitude nous gagne alors.

La crise du F.R.A.P.: La majorité des militants actifs partent en douce, déçus, désemparés

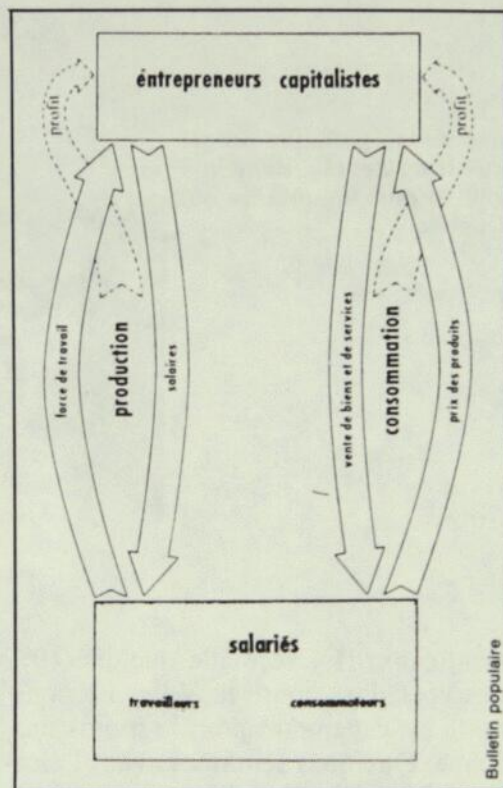
Avec l'application des mesures de guerre sur tout le territoire, avec l'armée fédérale aux fesses, la question municipale n'occupait plus le devant de la scène politique. La **question nationale** nous heurtait tous de plein front. Ce n'était plus l'élection comme mode ponctuel d'action politique (rituel de tous les 4 ans) mais bien la question de la **violence politique** qui devenait bien réelle. Car la droite, elle, accusait le F.R.A.P. d'être un "front" du F.L.Q. tandis que la gauche (les gauches

devrait-on dire) essayait tant bien que mal de se faire une idée là-dessus.

Dans cette nouvelle conjoncture de fin du monde, la **diversité sociale et politique** du F.R.A.P., qui avait été sa force avant la crise d'octobre, devient sa faiblesse. Le consensus initial s'effrite. La démesure de la crise d'octobre et ses répercussions directes sur le F.R.A.P. auront pour effet de tout remettre en question: le rôle de l'État, du P.Q., des syndicats, des animateurs sociaux et j'en passe, est désormais à l'ordre du jour. Autant de questions à peine esquissées dans le manifeste et le programme du F.R.A.P. Autant de questions qui en appelaient dès lors une autre: **Quel travail politique entreprendre maintenant?**

C'en était trop. Face à la crise qui survient alors à la direction du F.R.A.P., la majorité des militants actifs jusqu'à l'élection quittent en douce, déçus et désespérés tout à la fois. Une minorité demeure un certain temps et tente d'organiser un congrès de réorientation pour le printemps de '71.

Mais le F.R.A.P. est déjà éclaté: plusieurs comités de quartier n'existent plus, d'autres se cherchent et leurs militants, au sortir du congrès, constatent que le fil qui les tient ensemble est bien ténu. C'est la séparation lente mais certaine. La plupart des militants-es vont plutôt désinvestir le F.R.A.P. en misant sur les organisations d'où ils provenaient: syndicats, comités de citoyens... Pour une minorité ce sera le



Bulletin populaire

G.S.T. (groupe Trotskyste), ou vers '73 et 74, En Lutte et "La Ligue". Triste fin.

L'originalité du F.R.A.P.: Avoir permis d'entrevoir la possibilité réelle d'un véritable parti populaire

Je me souviens du congrès du Conseil Central de Montréal (CSN) où plusieurs centaines de délégués de syndicats locaux ont discuté pendant une journée entière d'action politique à partir des recommandations du Conseil syndical à l'effet d'appuyer le

F.R.A.P. Je me souviens aussi de préposés aux bénéficiaires d'hôpitaux et d'agents de bureau de la fonction publique du Québec suffisamment motivés pour militer dans un Comité d'action politique dans leur quartier de résidence ou encore de militants populaires poussés par leur milieu à se présenter comme conseillers municipaux.

Enfin au Québec, ce qu'on n'avait pas vu depuis l'après-guerre prenait forme: **une action politique propre aux travailleurs contre un adversaire identifié** comme représentant politique du capitalisme dans la ville la plus importante du Québec! Le F.R.A.P. a permis pendant près de 3 ans (de la rencontre à St-Henri en mai '68 jusqu'à l'hiver '71 grosso modo) **d'entrevoir la possibilité réelle d'un véritable parti populaire.** La qualité de sa démarche aura été de coller à la conjoncture immédiate des militants syndicaux et populaires, d'avoir collé à sa **politisation réelle du moment.**

Le F.R.A.P. avait certaines faiblesses indépendamment de la répression qui l'a affecté.

Si l'apport du F.R.A.P. a été de constituer un front large autour d'un enjeu précis et de mener une lutte municipale comme tremplin dans le développement futur d'une organisation politique de travailleurs, il s'est cependant heurté à certaines limites. Son enracinement aura été de trop courte durée, les luttes populaires locales qui

l'avaient en partie nourri n'avaient que 4 ou 5 ans. En outre, bien que nouvelle, sa pensée politique était trop rudimentaire pour faire face à un aussi brusque revirement de conjoncture.

L'expérience du F.R.A.P.: une action politique de travailleurs qui se cherche.

L'expérience du F.R.A.P. n'avait pas d'antécédent ni de référence sur laquelle s'appuyer. Elle était faite d'intuitions politiques mais la plupart de ses militants n'en savaient pas les tenants et aboutissants. Pour les uns, le réformisme tranquille du R.C.M. allait répondre plus tard à leurs attentes. Pour les autres le socialisme allait devenir une perspective... qui n'a pas encore pris forme politiquement... après 13 ans.

L'expérience du F.R.A.P. aura permis à la gauche de l'époque 1) **de sortir de l'Université** et des milieux journalistiques et intellectuels ou de Cadres syndicaux (cas du P.S.Q.), 2) d'accorder plus d'importance à **l'intervention politique** qu'au débat sur les programmes, plus d'importance aux mobilisations concrètes contre les pouvoirs en place; 3) à faire découvrir la valeur de l'action politique autonome des travailleurs à un certain nombre de militants et militantes des classes populaires. ●



RASSEMBLEMENT POPULAIRE

À mi-chemin de ses rêves

Marc Roland, ex-candidat, district no 9, Basse-Ville de Québec

À Québec, ce soir de novembre 1975, c'est la première neige. C'est aussi la première réunion pour discuter de l'idée de créer un parti municipal qui ferait la lutte à Lamontagne, qui exerce le pouvoir sans opposition depuis 1965.

“C'est un cul-de-sac, disions-nous. Les luttes de nos groupes populaires ne sont que défensives. Il faut une alternative. Notre sentiment, c'est que Québec est entre les mains d'architectes sur lesquels on n'a aucun contrôle, toute cette clique de politiciens libéraux, municipaux, provinciaux et fédéraux qui s'entendent parfaitement au-dessus de la mêlée. Le Progrès-Civique est le parti des grandes compagnies. Il nous faut un parti de la majorité.”

Tel était l'essentiel des discussions tenues par les 8 personnes qui furent à l'origine du parti qui allait s'appeler le **Rassemblement Populaire**. Nos consultations auprès des groupes populaires et des organisations syndicales nous ont dès lors appris que notre goût d'un parti alternatif était bel et bien partagé mais que bien peu de gens avaient de l'énergie pour y travailler. Cependant la détermination de quelques militants du comité de citoyens St-Sauveur (Basse-Ville) et des militants dans St-Jean-Baptiste dont Pierre Racicot, nous a convaincus d'aller de l'avant. Et c'est sous la menace constante de la formation d'un troisième parti, que le Rassemblement Populaire était créé le 31 janvier 1977, neuf mois avant les élections.

Une alternative au Progrès-Civique

Un premier objectif s'imposait: redonner aux Québécois la démocratie municipale, les convaincre de la nécessité de reprendre en mains leur environnement de tous les jours, au lieu de le laisser gérer par un pouvoir arrogant, bastion des élites locales. De là découlait notre deuxième objectif: redonner une voix à la majorité et mieux définir les intérêts d'une population qui a été endormie par des promesses non tenues, particulièrement dans les domaines du logement, du transport en commun et des loisirs.

Dans cette optique, l'idée des Conseils de Quartier prenait toute son importance: il fallait créer les conditions pour favoriser une plus grande participation de la population à la vie municipale. Ce fut d'ailleurs le thème principal avancé par le Rassemblement Populaire dans son programme de juin 1977.

1977 — Le R.P. comme opposition officielle

La campagne électorale de 1977 a donné au R.P. sa cohérence. Son travail acharné et son implantation dans tous les districts de la Ville lui ont valu d'être reconnu comme l'opposition officielle, avec 25% des votes. Pour sa part, le Progrès Civique récoltait 55% des voix, ainsi que la totalité des sièges. Le Parti Municipal (le Troisième parti), créé en toute hâte à l'été 1977, a mis beaucoup d'énergie à tenter d'affaiblir le R.P., le taxant d'idéologie, de radical, de gauchiste etc, mais il a fini par s'effondrer, victime de ses propres divisions internes.

La victoire de Pierre Mainguy: preuve de l'existence d'une base électorale du R.P.

Sous la direction et avec le travail soutenu de Pierre Racicot, le Rassemblement Populaire devait tenir promesse: il surveillerait le Progrès-Civique en dehors de

Candidats du Rassemblement Populaire

- Une démocratisation de la vie municipale.
- Un moyen de participer aux prises de décision.
- Une politique de logement adaptée aux moyens des citoyens.
- Un véritable système de transport en commun.
- Un niveau de taxation plus juste pour tous les contribuables.



Archives Presse-Libre

l'Hôtel de Ville et se chargerait de représenter, du mieux qu'il pouvait et avec les moyens du bord, les intérêts et préoccupations des Québécois. On pense particulièrement aux luttes menées en faveur de la démocratie municipale et du transport en commun. Personne, cependant, ne s'attendait à la victoire d'un Pierre Mainguy lors de l'élection partielle de mars '81. Le R.P. venait alors de démontrer qu'il avait une base électorale et qu'il était dorénavant une force sur laquelle on pouvait compter.

Avec Pierre Mainguy, les assemblées du Conseil passèrent de 20 minutes à 3 heures. Le maire Pelletier dut concéder une période de question, quoique fort bien contrôlée; il s'est même vu forcé de débattre de ses projets, tels la gare intermodale, le Colisée, sa politique de logement etc.

1981: le R.P. au Conseil

La campagne de 1981 a été menée district par district. Les 21 candidats du Progrès-Civique ont tous été obligés de faire campagne. Les sondages pré-électoraux effectués par ce parti l'ont amené à encourager la venue de candidats indépendants dans les quartiers où il se sentait menacé (St-Jean-Baptiste, St-Sauveur, Banlieue). Partout, les luttes ont été serrées et n'eût été de l'appui des organisations libérales provinciale et fédérale, le Progrès-Civique y aurait perdu beaucoup plus de plumes.

De son côté, le R.P. a fait élire quatre candidats (un en Haute-Ville et trois en Banlieue) et a recueilli 43% des votes exprimés. C'était une bonne performance, compte tenu de la maigreur de la caisse électorale. Un grand pas en avant a été fait dans le sens d'une plus grande implantation. Dans plusieurs districts, notre orga-



Pierre Mainguy

nisation électorale, tout en étant indépendante de tout parti, pouvait se comparer avantageusement à la force d'une organisation électorale provinciale.

L'autre moitié du chemin...

Jusqu'ici, l'élaboration d'une alternative et le travail d'organisation dans tous les quartiers de la ville ont accaparé le gros de nos énergies. Il faut reconnaître la difficulté de créer une tradition d'action politique au niveau municipal entre les élections. Difficulté également, malgré les bonnes intentions, d'assurer aux travailleurs et aux femmes la place qui leur revient. À la dernière élection par exemple, seulement 2 candidats sur 21 étaient des femmes.

Pour le moment, les 4 élus sont laissés à peu près seuls dans l'arène. Il est difficile de concentrer un ensemble d'énergies significatives qui pourrait donner au parti un second souffle. L'acquisition, à ce moment-ci, d'une permanence pour le R.P. apparaît comme essentielle pour atteindre cet objectif. L'heure est à la consolidation mais aussi au renouvellement. Le Congrès de juin sera déterminant pour assurer cette relance. ●

La jeunesse du mouvement Marxiste-Léniniste



Entrevue avec **Richard Langelier** de l'ex-organisation En Lutte

Comment es-tu devenu membre d'En Lutte?

Il y a eu en 1973 un moment important pour des militants populaires et syndicaux de la région, "la Fin de semaine des intervenants". On s'était donné des groupes d'étude du marxisme. Mais la plupart sont tombés à cause de toute l'énergie drainée par les luttes immédiates et la recherche des subventions nécessaires au fonctionnement des groupes populaires.

Au moment de la grève de la Penman en 1974, le Comité de Soutien aux Luttes Ouvrières de Montréal est venu dans la région. Il a mené une lutte politique autour de notre localisme, notre attitude d'être complètement tournés vers nos problèmes locaux. On a décidé de faire un cercle d'étude. On a commencé à brasser les

grandes questions autour desquelles vont se bâtir les lignes des organisations M-L qui vont naître par la suite.

Notre cheminement ça a été de vouloir une rupture avec des pratiques qui, selon nous, ne menaient nulle part et n'apportaient pas véritablement un avancement pour la classe ouvrière. Il faut dire aussi qu'on était porté par un mouvement de masse en grand développement. On n'avait qu'à mieux s'organiser et on abattrait le capitalisme presque à court terme!

Pourquoi cette rupture avec des pratiques en plein développement?

Les victoires qu'on pouvait remporter là étaient facilement renversées. L'État récupérait nos projets et notre implication dans les luttes ouvrières nous faisait perdre

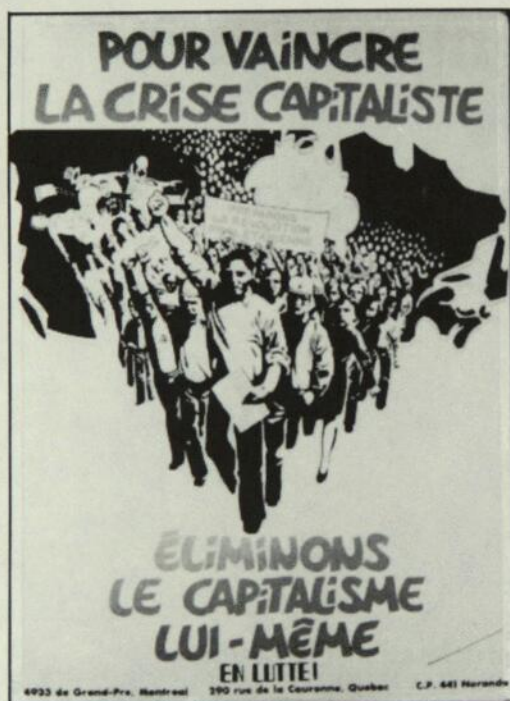


Photo: C.R.I.P.

nos subventions. Centraide nous a dit que notre appui aux grévistes de Penman ne faisait pas partie du projet présenté et qu'on les avait trompés!

C'est pour ça que vous avez liquidé des organisations?

Pour nous autres il n'a pas été question de liquidation. Prenons le cas de la Clinique juridique populaire. On n'avait plus de subvention et on avait épuisé tous les programmes possibles. Quand le Conseil Central a étudié la possibilité de rescaper un permanent, on aurait peut-être embarqué dans d'autres circonstances. Mais comme on voulait plutôt s'engager sur le terrain politique, on n'a pas cru nécessaire de mettre des efforts pour sauver l'affaire. Non seulement on en voyait les limites,

mais on était porté à dire que ça ne valait rien. C'était une erreur.

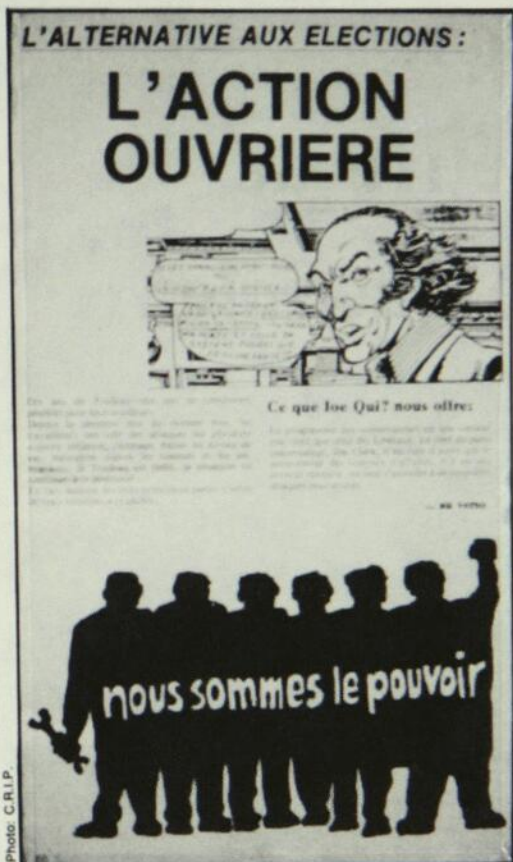
Et puis quand tu lis les **Principes du Léninisme** de Staline, tu te dis qu'ils ont construit le parti en trois étapes et que ça a marché. On va faire ça ici: ce qu'on a essayé à date ça n'a pas marché...

Qu'est-ce que ça a donné votre organisation politique?

Le M-Lisme présentait une vision cohérente à la fois de la société et de la façon de la transformer. Au plan idéologique, ça a structuré notre vision de la lutte de classes. Il y a eu de la rigidité, mais c'était l'excès d'une affaire pas mauvaise. Au plan politique, ça nous a permis d'approfondir une série de contradictions majeures de la société canadienne et québécoise. Sur le plan organisationnel, ça nous a donné une discipline, des leçons essentielles sur le **"comment s'organiser"**. C'est une école de formation extraordinaire même si ça frisait parfois la suppression de la vie privée. Les mouvements M-L ont joué un rôle d'éveilleur de conscience. Ils ont suscité des débats même si c'était par la négative.

Justement on vous a reproché des attitudes peu respectueuses des travailleurs?

On a fait des erreurs en voulant influencer de façon trop immédiate le déroulement de certaines luttes, en étant très massivement présents. On avait l'air de vouloir utiliser leur lutte à des fins politiques. Mais il y avait aussi de drôles de réactions politiques de la part de militants qui avaient pris une autre option: au lieu de nous critiquer là-dessus en défendant le fond de l'affaire, ils étaient étrangement silencieux ou bien ils



nous excluait! Il y avait enfin notre propre dogmatisme et notre propre enthousiasme de jeunesse. Quand tu veux construire le parti unique de la classe ouvrière, ceux qui ne sont pas avec toi sont contre: "hors du parti, point de salut"!

Quelle est ton évaluation de la période M- L?

Quand tu parles de la période M-L, il faudrait plutôt parler de la jeunesse du mouvement M-L. C'est la période où les jeunes communistes ont voulu occuper toute la place. Alors qu'aujourd'hui une vision plus

matérialiste des faits nous fait dire qu'on a une contribution à apporter, mais qu'on n'est pas les seuls. De la même façon que la classe ouvrière n'est pas un bloc unique, les organisations politiques vont refléter ce genre de contradictions. Moi je pense qu'il y a une place, qu'il va toujours y avoir une place pour le M-Lisme.

Il est peut-être trop tôt pour faire un bilan de l'expérience d'En Lutte. Chose certaine, la crise qui a conduit à sa disparition s'explique par plusieurs éléments: question nationale, question des femmes, origine de classe. Dans la mesure où la crise économique s'approfondit, certains de ceux qui peuvent s'en tirer plus facilement et qui sont déçus que l'organisation ne réalise pas de ralliement massif, décident de faire autre chose: on voit fleurir l'individualisme.

Il faut dire aussi qu'un des problèmes du socialisme en général et du M-Lisme en particulier c'est le bilan actuel du socialisme réel, en U.R.S.S., en Chine, à Cuba ou ailleurs.

Je ne suis pas sûr que la gauche a digéré tout ça. Mais je suis sûr qu'il y a des jalons qui ont été posés pour ça ●

Propos recueillis par René Lachapelle

L'Action Politique doit nous permettre de faire avancer le quotidien

Une entrevue avec **Anne-Marie David**, militante à la condition féminine CSN, ex-militante d'En Lutte.

Quand on a la foi révolutionnaire...

Ma militance politique a commencé avec le C.A.P. (Comité d'action politique) Service Social. Dans ce groupe, composé de praticiens et d'étudiants, on s'était mis à analyser le rôle du service social, à partir de la pratique quotidienne des travailleurs sociaux. À l'époque, ça avait eu l'effet d'une bombe dans ce milieu-là. Pour moi, ça répondait à un goût de rompre avec la vision "charitable" du service social et d'en faire plutôt une lecture politique.

Vers 1973-74 — c'était la période où plusieurs petits groupes se sont fusionnés à des organisations plus larges — notre groupe a eu à se situer entre l'équipe du journal En Lutte! et le MREQ (Mouvement révolutionnaire des étudiants du

Québec, ancêtre de la Ligue, elle-même ancêtre du Parti Communiste Ouvrier). Je me souviens d'avoir poussé beaucoup pour qu'on aille à En Lutte. Je n'aimais pas le "parachutage en usine" et les discussions "en catimini", mis de l'avant au M.R.E.Q. J'ai toujours préféré qu'on débâte clairement des choses, sur la place publique, et ça, ç'a été une constante dans les belles années d'En Lutte!

Et nous sommes effectivement passés à En Lutte! J'y croyais beaucoup; j'avais l'enthousiasme, la foi révolutionnaire. Je pensais que, si on mettait beaucoup de coeur et d'énergie, les choses changeraient. J'avais le goût d'être avec du monde qui avaient ces mêmes espoirs. Pendant 3 ou 4 ans, j'y ai mis beaucoup d'énergie.

Pas de révolution sans participation des femmes

(affiche En Lutte!)



“L’oppression des femmes, c’était aussi pour moi”

Puis je suis devenue enceinte; je continuais de tout faire en même temps, les cours prénataux, une responsabilité comme journaliste régionale à En Lutte... ça allait toujours bien. Ma première frustration est justement venue de cette militance journalistique. Dans mes articles, j’allais davantage chercher ce que le monde vivait, leur témoignage, leur quotidien; ce n’étaient pas des articles qui prétendaient donner toute la vérité. Mon analyse parlait de la réalité vécue et ça, ce n’était pas perçu comme étant très “scientifique”, très orthodoxe. On m’a fait sentir que je n’étais pas à ma place.

À ce moment-là, le journal accédait à un “niveau supérieur” en termes d’analyse de la conjoncture. Possiblement que je n’évoquais pas dans le sens un peu dogmatique où En Lutte! évoluait. C’était l’époque des

grandes conférences.. tranquillement, l’organisation est devenue moins accessible aux gens qui ont une vie quotidienne avec des contradictions quotidiennes. Pour moi, ça a peut-être été le commencement de la fin...

Mais la vraie période de “grande noirceur” a été celle qui a suivi la naissance de ma fille. À partir de ce moment-là, j’ai réalisé que l’oppression des femmes c’était aussi pour moi. La première réunion à laquelle je suis retournée, c’était trois semaines après l’accouchement, la petite a pleuré tout le temps. C’était énervant pour le monde. Un enfant c’est bien charmant, mais ça devient embarrassant quand ça prend plus de place que prévu. Et je sentais qu’il n’y avait pas de place pour ma fille, comme pour toutes les questions privées d’ailleurs. Il y avait peut-être des discussions, mais pas vraiment de place.

Je ne veux pas chercher de coupables à

cette situation. On était tous partie prenante de ça. Moi-même, je ne voulais pas que ma fille soit une entrave à mon engagement politique et j'avais des idées très arrêtées sur ce que devait être une militante politique, pure et dure, disponible, capable d'accumuler les tâches comme si de rien n'était...

À cette même réunion, on m'a suggéré de laisser le journal et de prendre une responsabilité comme secrétaire. Sur le coup j'ai accepté mais avec l'impression désagréable d'être mise au rancart. Mon nouveau "travail" consistait à répondre aux urgences; ça demandait une super-disponibilité; souvent j'étais obligée de "dumper" ma fille n'importe où. Nos tâches dans l'organisation et nos horaires de travail faisaient en sorte que nous n'arrivions plus à nous voir, mon chum et moi. Pourtant, nous étions toujours intéressés à vivre "sur la même planète". Alors, nous avons décroché...

Dans ma lettre de démission, j'ai apporté comme raisons cette contradiction entre vie privée et militance, ainsi que ma désillusion face à l'évolution de la situation en Chine. Quelques années plus tard, les mêmes questionnements allaient être à l'origine de la crise d'En Lutte!

L'action politique aujourd'hui: le projet de société auquel j'aspire doit traverser la vie quotidienne.

C'est ma condition de femme, beaucoup plus qu'une réelle conscience féministe, qui m'a amenée à quitter En Lutte! Ce n'est que par la suite, en militant au comité de condition féminine, que j'ai pu mieux articuler tout cela. Comme beaucoup de

femmes je suis venue au mouvement des femmes par goût de comprendre ce qui se passait dans mon privé.

Ma conception actuelle, c'est que la politique doit s'imprégner du privé, de la vie quotidienne. Il y a un danger de faire de l'action politique avec une élite mais en figeant un projet tellement parfait qu'il ne colle plus au quotidien du monde. Plus fondamentalement, je suis divisée parce que d'une part je veux y croire à l'action politique, je sais qu'il est nécessaire de développer des lieux de convergence, une presse progressiste par exemple.

Mais d'autre part, je me sens plus à l'aise à transformer les choses que je peux contrôler, ma coop, ma garderie... J'ai besoin de voir comment cela nous amène vers un changement radical de société, vers le socialisme... Et ça, c'est un réflexe qu'on trouve beaucoup en milieu populaire; bien du monde vont dire: "j'ai ma job, j'ai des p'tits, si tu veux que j'aïlle à telle réunion, t'as besoin de me dire ce que ça va donner!"

Avec le M-Lisme, on avait l'impression de pouvoir planifier le long terme... on y voyait presque un guide pour la révolution. Là on s'est aperçu que les choses ne fonctionnent pas comme ça. L'action politique, si elle existe, doit nous permettre de consolider ce qui porte déjà des germes de société nouvelle; elle doit nous permettre de faire avancer le quotidien. ●

Propos recueillis par Martine D'Amours

2. 1983: Echaudés, oui. Abattus, non!



Dépouillement du scrutin au Rassemblement Populaire 15/11/81

Des tissus...

à la courtepoinTE

Militants et militantes de Pointe St-Charles

Avril 1983. À Pointe St-Charles, comme partout ailleurs, le printemps se fait tirer l'oreille. À deux semaines d'intervalle, deux groupes de militants, rencontrés successivement, acceptent de nous livrer leurs réflexions. Ce sont Maurice et Françoise Courtois, Jean-Guy Dutil, militants et militante dans la cinquantaine et Ginette Durette, Denise Laroque, Lise et Maurice Jacob, militant et militantes dans la trentaine. Tous ont connu le F.R.A.P., le P.Q., la période m-l, le R.C.M. Ce qu'ils nous livrent, c'est 15 ans d'engagement syndical et populaire, ponctués d'expériences politiques parce que, disent-ils, "dans toutes nos revendications, on faisait face à de grosses machines politiques".

Avril 1983, on a mangé quelques claques et perdu quelques illusions. On se retrouve devant un vide politique: on panse les blessures encore vives laissées par le P.Q.; décidément, c'est toujours l'hiver... Mais si on n'est plus prêts à "donner son coeur" à un autre parti, si on veut d'abord renforcer le "tissu communautaire" de notre quartier et de nos organisations avant de s'embarquer dans une autre démarche, on trouve toujours que l'action politique c'est quelque chose d'important. L'action politique, c'est un peu ce qui fait la différence entre le "tissu" et la courtepoinTE.

Le FRAP, qui s'appuyait sur les comités d'action politique dans les quartiers, nous semblait pouvoir amener le changement.

Archives Québec-Pressa



"Au début des années '60, des quartiers de Montréal ont commencé à s'animer. Ici, dans Pointe St-Charles, ça a été au départ la lutte pour l'obtention d'une polyvalente. Petit à petit, des citoyens ont commencé à se regrouper sur d'autres besoins. C'est l'époque où on s'est donné des services (planning familial, juridique) et des organisations (comités de citoyens). Une démarche un peu semblable dans d'autres quartiers a donné naissance à la Fédération du Sud-ouest.

À ce moment-là, on a commencé à ressentir le besoin d'agir au niveau politique. Parce que, dans toutes nos revendications, on faisait face à de grosses machines politiques. Et parce qu'on n'avait jamais rien de nos élus municipaux. Le F.R.A.P., qui s'appuyait sur les comités d'action politique (C.A.P.) dans les quartiers, nous semblait pouvoir amener un changement.

Mais globalement, l'expérience a surtout apporté du désappointement. On a découvert qu'il y a une marge entre l'action à la base, dans nos orga-

nisations, et l'action politique. On s'est aperçu par exemple que beaucoup de gens, qui militaient avec nous au comité de citoyens, votaient Drapeau aux élections! C'est encore beaucoup comme ça aujourd'hui: "tu travailles pour le changement, mais tu votes pour le statu quo! On dirait qu'on se bute à un refus de prendre le pouvoir..."

"Ensuite est arrivé le P.Q., qui a canalisé l'espoir des travailleurs. On y a cru, on y a travaillé. Ce parti-là donnait l'impression d'être indépendant de la machine multinationale, il avait un financement populaire, son programme social était alléchant et il prônait l'indépendance! Ça a été différent quand il est arrivé au pouvoir... Au début, même s'il nous décevait, on avait tendance à l'excuser; on se disait qu'il avait la dette du gouvernement précédent. Puis, il y a eu le référendum: déjà, la question nous laissait très insatisfaits. On avait mis ce parti sur pied pour qu'il fasse l'indépendance et là, il venait demander la permission! Le résultat nous a terriblement déçus... et la déception n'a fait que s'accroître tout au long du deuxième mandat.

C'est vers '76 également qu'on a commencé à vivre des problèmes avec les m-l. Ils ont peut-être été plus clairvoyants que nous sur certaines choses, sur la nature du P.Q. par exemple, mais leur façon de travailler donnait l'impression qu'ils voulaient démanteler les groupes populaires. On aurait dit qu'ils étaient prêts à tout mettre à terre pour démontrer leurs thèses".

"On devenait "l'ennemi principal" de ceux avec qui on travaillait quotidiennement et qui étaient embarqués dans les groupes m-l. Mais comme on avait globalement le même langage — c'est sur la manière d'agir qu'on ne pouvait pas s'entendre — on était malgré nous identifiés à eux par notre propre base. Ça a été une période de grosses brisures. Certains disent que, maintenant que ces groupes-là sont tombés, il faudrait accueillir à bras ouverts les gens qui en faisaient partie. Faudrait tous les embrasser! Mais on ne peut pas oublier comme ça tout ce qu'on avait construit et qu'ils ont démolé. Au fond ils ont écrasé la classe ouvrière. Avant d'être réintégrés dans les groupes, ils auraient du purgatoire à faire!

Actuellement, on se retrouve devant un vide politique; on ne croit plus au P.Q. et on ne va quand même pas se tourner vers les libéraux. D'un côté, il faut se dépêcher de combler le vide, sinon on va perdre des acquis. De l'autre, on sait qu'il faut prendre le temps de penser les blessures du P.Q.; il faut s'assurer qu'une nouvelle organisation ne tournera pas de la même façon.

Bien sûr, actuellement, on est plus méfiants. Le problème, c'est que les véhi-



Bulletin Populaire 26/6/75

cules politiques, les groupes socialistes par exemple, ont souvent été loin de nos pratiques, peu ancrés, pris en mains par des intellectuels. Qu'il s'agisse du Mouvement Socialiste ou du Regroupement pour le Socialisme, on va prendre le temps de bien étudier l'affaire, on va regarder les gens qui sont là. Ils auront des preuves à faire et ils devront tenir compte de notre expérience, assurer une continuité."

"Les expériences passées nous ont rendus plus réalistes, plus critiques. Aujourd'hui par exemple, je ne dis plus "R.C.M. un jour R.C.M. toujours". Je sais que le jour où le R.C.M. prendra le pouvoir municipal, s'il le prend, il sera sûrement obligé de composer davantage avec les intérêts dominants. Alors, il fera peut-être mon affaire pendant un mandat ou deux, mais



René Lévesque, président du Parti Québécois, Jean Lesage, chef du Parti libéral, et Daniel Johnson, premier ministre du Québec, à la Manic le 25 septembre 1968.

ensuite, il faudra penser à le remplacer par autre chose.

Un parti qui corresponde aux intérêts des travailleurs ne sera jamais quelque chose d'acquis: ce sera toujours quelque chose à reconstruire. On a appris qu'il fallait toujours être vigilants et qu'il ne servait à rien de mettre un parti au pouvoir si c'est pour se croiser les bras après, comme on a fait avec le P.Q.

La conjoncture actuelle est difficile; on sent le besoin de prendre un recul, de digérer des affaires. D'abord, tu ne peux pas partir socialiste tout seul avec tes claques; il faut aussi changer les mentalités, créer un tissu communautaire, renforcer les organisations. Ça signifie par exemple qu'on doit travailler à ce que le comptoir alimentaire ou la coopérative d'habitation ne soient pas seulement des lieux où les gens viennent parce que ça leur coûte moins cher mais des lieux de prise en charge sur leur vie, de meilleure compréhension de la société, de changement des rapports sociaux. Et ça, je trouve que ce serait bâtir des morceaux de socialisme.

Actuellement, malgré ma sympathie pour les mouvements socialistes, je n'ai pas le goût de "donner mon coeur" à un autre parti. J'ai davantage le goût de bâtir une solidarité entre des militants. C'est vital de bâtir un tissu communautaire; s'il n'y en a pas, sur quoi un parti s'appuierait-il? Il n'aurait pas de base solide.

D'autre part, c'est sûr qu'une démarche politique sera nécessaire, sinon on aura bien des morceaux de tissu, mais ça ne fera jamais une courtepointe! Mais on ne veut pas d'un parti qui nous utilise et nous dise comment penser. On ne veut pas d'un parti qui parte de nos idées pour ensuite faire son chemin sans nous. Une démarche politique devrait servir à nous renforcer, nous et nos organisations; elle devrait respecter le cheminement des groupes à la base. Mais sommes-nous prêts, sommes-nous assez forts, avons-nous les énergies pour travailler à cela, actuellement?" J'ai l'impression qu'il y a du monde qui sont prêts à nous fournir le métier à tisser, mais que nous, on en est encore aux aiguilles! ●

Propos recueillis par Jean-Luc Cossette et Martine D'Amours

TABLES RONDES

Le P.Q. est mort, les M-L sont morts, vive...?

“Le roi est mort, vive le roi!” était la formule utilisée autrefois pour souligner la fin d’un règne et le début d’un autre. Mais au Québec, en 1983, le passage ne se fait pas aussi simplement. Plusieurs militants et militantes progressistes, pour qui tant le P.Q. que l’extrême-gauche ont cessé de représenter un débouché valable pour leurs aspirations, ne voient pas spontanément quelle autre démarche politique pourrait leur servir à véhiculer le projet d’une société nouvelle. Et quand vient le moment de crier “vive...!”, l’écho de la conjoncture nous renvoie plutôt le mot vide... vide...

Les expériences politiques passées nous ont laissé plus de questions que de réponses. Quel bilan en faisons-nous? Comment les gens de nos milieux, comment nos organisations se sentent-ils, actuellement, face à l’action politique de gauche? Autour de quels enjeux une telle action pourrait-elle se développer dans les prochaines années? Est-il urgent de créer un parti des travailleurs?

Que ferons-nous aux prochaines élections? Pour discuter de ces questions, nous avons invité des militantes et des militants à participer à une table-ronde nationale et à quatre tables-rondes en régions.

Ont participé à la table-ronde nationale:

Pierre Graveline, du Mouvement Socialiste (M.S.)

Danielle Lamoureux, militante dans les groupes de femmes et ex-militante d’En Lutte!

André Leclerc, de l’action politique F.T.Q.

Pierre Paquette, de l’action politique C.S.N. (Conseil Central de Montréal)

Madeleine St-Pierre, du Regroupement pour l’Indépendance et le Socialisme au Québec

(R.I.S.Q. — collectif politique à St-Hyacinthe)

Yves Vaillancourt, du Regroupement pour le Socialisme (R.P.S.)

Solange Vincent, permanente à Action Travail des Femmes et militante anti-nucléaire.

Propos recueillis par Jean-Luc Cossette, Martine D’Amours, Louis Favreau, René Lachapelle. Texte final: Martine D’Amours

Entre l'espoir et le cynisme

V.O. — Quelles sont les attitudes présentes chez les membres et les militants-es de nos organisations, ainsi qu'au sein des organisations elles-mêmes, face à l'action politique de gauche?

Pierre P.: À la CSN, je dirais qu'il y a trois types d'attitudes. Chez les militants-es actifs à la base, mais pas nécessairement super-politisés, on sent une grande attente face à une alternative politique à gauche. La conjoncture s'y prête particulièrement: la lutte du secteur public s'étant soldée par un échec, les gens se disent que l'action syndicale a des limites et qu'il va falloir

remplacer ce gouvernement-là.

De leur côté, les militants et militantes qui ont déjà fait de l'action politique sont généralement assez cyniques et reflètent cette attitude au niveau des instances intermédiaires de la centrale, où ils sont très présents. Finalement, au sein de la structure comme telle, il subsiste une méfiance très forte à l'égard des organisations ou des militants politiques. Cette méfiance vient bien sûr de l'expérience d'infiltration m-l, mais aussi d'une certaine peur de perdre le contrôle sur des dossiers initiés à l'origine par la centrale.

Ont participé aux tables-rondes régionales

À Roberval: Francyne Tardif et Ginette Dussault (Regroupement Populaire des Droits Sociaux — R.P.D.S.) et Thérèse (Comité Chômage/Aide Sociale de Lotbinière). Propos recueillis par Jean-Yves Desgagnés (R.P.D.S.)

À Québec: Jacques Fiset (Comité de citoyens-nes du Quartier St-Sauveur), Denise Genest (A.D.D.S. et groupes de femmes), Hervé Pilon (organisateur communautaire au C.L.S.C. Basse-Ville et ex-permanent au Fonds de Solidarité des groupes populaires). Propos recueillis par Jacinthe Michaud (R.A.M.)

Dans la région de l'Amiante: Pierre Létourneau (président du Conseil Central C.S.N. de Thetford-Mines), Richard Vallée (Conseil Syndical du Conseil Central), Réjean Simoneau (Comité des chômeurs de la Société Asbestos limitée), Réjeanne La-

flamme (Regroupement des sans-emplois de la région de l'Amiante), Jean Baillargeon (TV communautaire et A.C.E.F.), Jean-Charles Gagné (A.C.E.F.), Jean-Gérard Poulin (ex-permanent de l'A.C.E.F.). Propos recueillis par Pierre Dostie (technicien en assistance sociale au C.L.S.C. Frontenac, membre du R.P.S.)

À St-Hyacinthe: Nicole St-Amand (comptoir alimentaire, R.I.S.Q.), Fernand Grégoire (Mouvement Action-Chômage, R.I.S.Q.), Philippe Jalbert (Syndicat de la Construction C.S.N., R.I.S.Q.), Nicole Fillion (Mouvement Action-Chômage, Comité Salvador). Propos recueillis par René Lachapelle (Coalition 1er mai, R.I.S.Q.)

Il est bien entendu que, dans le cas de la table-ronde nationale comme dans celui des tables-rondes régionales, les participants et participantes parlent en leur nom personnel, et non en celui de leur organisation.

André L.: À la FTQ, c'est un peu différent. D'abord il y a une tradition d'action politique partisane avec des engagements décidés en Congrès: appui au N.P.D., appui au P.Q. lors des deux dernières élections provinciales et à l'option du oui lors du référendum. Il n'y a donc pas de méfiance en soi sur l'action politique. D'autre part, les militants d'extrême-gauche n'ont jamais eu un poids aussi important dans les instances de la F.T.Q. que dans celles de la CSN ou de la CEQ. Il n'y a donc pas de "backlash", de méfiance, tel que ça s'est vécu dans d'autres organisations.

Par contre, tant dans les structures qu'à la base, les gens vivent un grand désenchantement par rapport au P.Q. Pour plusieurs, la tentation est grande de céder au cynisme, de dire: "**ça tourne toujours comme ça!**" L'autre tendance, plus fragile celle-là, entretient l'espoir que, dans une conjoncture où l'extrême-gauche est relativement désorganisée et où la tendance réformiste du P.Q. montre son vrai visage, c'est-à-dire ses fesses, **il y ait peut-être de la place pour autre chose.** Mais on ne sait pas trop comment. Par où partir ça, comment lier ça à nos luttes quotidiennes, aux courants les plus progressistes de notre action? Je ne sens pas de consensus sur une méthode de regroupement.

Pierre G.: Il y a plusieurs choses contradictoires qui jouent actuellement. Il y a bien sûr cette désillusion face au P.Q. À cet égard, les journaux ont



Danielle Lamoureux

Actuellement, dans l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire, il y a un sentiment d'impuissance généralisé, une double déception par rapport au P.Q. et par rapport au M-Lisme. On se demande: "Qu'est-ce qu'on peut faire? On n'est pas organisé". Les expériences passées nous ont posé plusieurs questions non seulement sur le type d'organisation mais aussi sur le projet de société qu'on veut.

publié des sondages très révélateurs. Depuis un an, le P.Q. a vu son taux de satisfaction chûter de 36% à 19% et a perdu 100 000 membres. Le PLQ est passé de 37% à 41% et l'Union Nationale est restée stable (7%). Ces deux partis continuent à représenter l'opposition de droite mais sans vraiment profiter de la déconfiture du P.Q.

Du côté des forces populaires et de secteurs de plus en plus larges de la population, **le rejet du P.Q. crée un vide politique** qui fait que la question d'une al-

Point de vue des régions

Les leçons du P.Q.

Certains ont cru jusqu'à il y a un an, deux ans, que l'indépendance était encore possible avec le P.Q., et le socialisme après... Maintenant, si on est toujours pour l'indépendance, on est sûrs que c'est pas le P.Q. qui la fera, pas plus que le socialisme d'ailleurs..." (*Région de l'Amiante*)

"Il ne faut pas prendre pour acquis qu'on a été illusionnés par le P.Q. Les luttes qui se menaient à l'époque étaient des luttes municipales. Le seul contact que j'ai eu avec le P.Q., c'était pour la maison des jeunes. La seule différence d'avec le parti libéral, c'est que le P.Q. prônait l'indépendance et ça, ça voulait dire un acquis pour les luttes qu'on menait. C'est l'unique raison pour laquelle les militants-es des groupes populaires ont appuyé ce parti."

"Si on se fie à l'expérience qu'on a eue avec le P.Q., — qui disait avoir un préjugé favorable aux travailleurs — moi je pense qu'on peut se faire avoir par un autre parti. Il peut peut-être avoir un beau discours pour les travailleurs avant de prendre le pouvoir, mais quelle assurance avons-nous qu'il ne nous utilisera pas, comme a fait le P.Q.?" (*Roberval*)



Hervé Pilon (Québec)

"Au moment où je me suis inséré comme militant dans la Basse-Ville, en 1976 environ, il était déjà évident que le monde des groupes populaires et le monde du P.Q., c'était deux mondes différents. La démarcation était vraiment claire en raison des luttes qui avaient déjà été menées. Le point de rupture, s'il y en a eu un, ça a été le référendum, parce que sur les questions sociales, les gens n'attendaient déjà plus rien." (*Québec*)

ternative politique de gauche se pose beaucoup plus qu'il y a un ou deux ans. Mais en même temps, la méfiance et la désillusion vécues tout aussi largement font en sorte que les gens ne sont plus prêts à s'embarquer les yeux fermés. Quand j'ai fait la tournée des régions du Québec après la sortie du Manifeste, la question qui m'était posée partout c'était: "C'est bien beau, mais qu'est-ce qui nous dit que vous ne ferez pas comme le P.Q.?"

Danielle L.: Je suis une "affreuse" ex-m-l (!) et aussi une "vieille" militante féministe. Il est peut-être encore trop tôt pour faire le bilan de l'expérience m-l. Après coup, je dirais qu'il a répondu à un très grand désir d'unité, pour du monde qui ont toujours vu la nécessité d'un parti des travailleurs, indépendant du P.Q. Cette expérience a permis de poser une foule de questions pour lesquelles on a peu de réponses par les temps qui courent. La question du pouvoir, du parti, de l'avant-garde...

Au sein du mouvement féministe maintenant, on sent à l'heure actuelle, une grande attente d'une forme d'organisation politique. Historiquement, c'est un mouvement qui a pris toutes sortes de directions, toutes sortes de formes. **Mais le vide politique est ressenti; il a été identifié comme tel lors du 8 mars, au cours d'un atelier sur l'histoire du mouvement féministe au Québec.** L'autre élément qui joue dans la conjoncture c'est l'épuisement de beaucoup de militantes. On remet en



Jean-Claude St-Amour

Nous, on veut bien savoir qui possédera les moyens de production mais pas pour faire n'importe quoi! Et quand on pose la question, on se fait répondre que ça risque de nous diviser! (Solange V.)

question la militance 18 heures par jour... 7 jours par semaine...

Solange V.: Les démarches politiques actuelles se préoccupent beaucoup de "qui va posséder les moyens de production?". Nous, ce qui nous intéresse avant tout, c'est de savoir, "**dans un autre projet de société, qu'est-ce qu'on va produire et comment on va le produire?**". Et ça, c'est presque absent des préoccupations et des réflexions politiques, tant au MS et au RPS que chez les syndicats. L'autre jour, lors

d'une réunion pour la Grande Marche, un représentant des Travailleurs Unis de l'Automobile est venu dire que son syndicat réclamait les retombées du F-18. Moi, je ne lèverai pas le petit doigt pour ça! Je suis heureuse par ailleurs que certains, parmi les TUA, aient pris position contre les missiles de croisière, même si ça signifie des pertes de jobs.

Madeleine S.: N'étant plus une militante engagée à la CSN régionale, faisant partie du monde ordinaire et des enseignants qui, en ce moment, sont très démobilisés, je n'entends pas parler du tout d'action politique. Je ne sens pas cette préoccupation présente comme j'ai pu la sentir déjà dans certains débats sur la santé-sécurité ou sur les conditions de travail. Il y a un rejet du P.Q., mais une alternative? J'en parle au RISQ mais pas dans mon milieu de travail ni dans ma famille.

Yves V.: Les six derniers mois du P.Q. ont plus fait pour favoriser une rupture idéologique que les six premières années. Je suis assez content que le P.Q. ait été élu pour un 2e mandat parce que, s'il était retourné dans l'opposition, il aurait continué à mystifier bien du monde. Alors qu'actuellement, selon un sondage CROP du début février, il y a 38% de gens qui se posent la question d'une alternative, d'un parti différent du P.Q. On sent une très grande impatience parmi le membership des organisations: "Qu'est-ce qui se prépare à gauche? Qu'est-ce qui va se passer aux prochaines élections?"

D'autre part, les militants plus "chevronnés" sont souvent sceptiques. Leur niveau d'exigence est extrêmement grand. Ils ne veulent pas qu'une démarche politique se fasse au détriment de la consolidation et de la démocratisation des organisations populaires et syndicales. Ils attendent que les nouvelles démarches politiques fassent leurs preuves, de voir comment elles réussiront à tenir compte de la question des femmes, ou de celle de l'environnement.



La petite histoire de la grande famille

V.O. — Quel bilan faisons-nous des démarches politiques entreprises dans les dernières années? Qu'ont-elles fait avancer? Qu'ont-elles fait reculer?

André L.: Je reviens à la question apportée par Madeleine. Il faut voir que, même lors des manifestes syndicaux de '72, même à l'époque où régnait une grande effervescence politique dans les centrales syndicales, on rejoignait en fait une couche très très mince de militants. On a pris pour acquis que ça rejoignait tout le monde parce que les membres ne nous désavouaient pas, parce qu'ils venaient même participer à des débats, mais en fait, ça ne les touchait pas dans leur vie quotidienne. Et nous, on n'a pas fait de bilan critique du peu de pénétration de nos réflexions. Après "l'État rouage de notre exploitation", on s'est sentis légitimés de passer à autre chose...

Là-dessus, arrive le P.Q., supporté par un large mouvement populaire. On s'en est un peu remis à ça. Certains ont donné des appuis officiels, d'autres ont adopté une attitude très critique, au moins verbalement, mais sauf dans les groupes d'extrême-gauche, tout le monde a été obligé de tenir compte d'une nouvelle conjoncture, d'une espèce de consensus populaire qui entrevoyait là une possibilité de sortir du tunnel. Du coup, le politique devenait



André Leclerc

Bien sûr que dans le mouvement syndical on fait des démarches de formation. On met un contenu politique à notre formation syndicale, mais on n'a pas de véritable formation politique, un tant soit peu globale, qui serait traversée par un projet politique. Et ça fait dix ans qu'on plafonne là-dessus. Les expériences de formation politique ont de la difficulté à rejoindre d'autre monde que ceux qui sont déjà une bonne terre pour ça, à les rejoindre dans leur réalité de tous les jours.

une réalité un peu plus présente pour plus de monde. Mais là, le P.Q. dégonfle la balloune. Et il n'y a rien d'autre à la place...

Pierre P.: Moi je suis plus ou moins d'accord avec ça. Je pense que, dans les organisations syndicales et populaires, les questions politiques sont présentes à un moment ou à un autre. Sur la

question nationale par exemple, il y a eu une évolution dans le mouvement syndical et populaire; elle a plafonné suite à l'échec au référendum parce qu'on a trop collé notre action à celle du P.Q. Mais quand le président de la CSN a parlé de démission du gouvernement, les membres ont tout de suite demandé: "pour le remplacer par quoi?" Donc, que les gens se posent des questions politiques, ils sont en attente. Le problème, c'est qu'ils font une coupure entre leur action syndicale et l'action politique. L'autre problème c'est aussi que, dans les centrales, on n'a jamais fait l'effort de faire de la formation politique, on n'a jamais osé affronter les contradictions qui risquent de nous diviser.

Danielle L.: Les gens n'en parlent pas. La politique c'est comme la religion, "c'est personnel". Ils ne veulent pas de cette société-là mais vivent un sentiment d'impuissance profond... Il y a aussi le fait qu'après 15 ans, la gauche reste une grande famille. On n'a jamais réussi à percer comme véritable mouvement de masse.

Ça tient en partie au fait qu'on vit dans une société capitaliste avancée où il ne pointe pas de perspectives immédiates de changement. Et puis, on ne voit pas d'expérience significative ailleurs: la Chine, l'URSS, la France... tout ça s'est avéré assez décevant... C'est peut-être lié enfin au fait que nos préoccupations, notre langage sont différents, coupés de la réalité quotidienne de plein de gens.



Alain Chagnon

Enfin je crois aussi qu'il faut renoncer à être unis parce que ça ne fait rien avancer. Il faut plutôt penser à des formes d'organisation qui nous permettent de travailler ensemble sans nécessairement être d'accord sur tout. (Danielle L.)

Devant ce constat, je pense qu'il faut commencer à remettre en question ce qu'on avait toujours cru acquis d'un projet social. On a peut-être trop tendance à tout assimiler à la condition de travailleur et à attendre des centrales qu'elles prennent en charge toutes les luttes. Mais les gens vivent aussi d'autres réalités, toute la question du privé, de l'environnement etc. De prendre en compte ces réalités devrait apporter des transformations radicales à notre vision de l'action politique.

Un vide politique à combler, mais aussi une absence de projet de société

V.O. — Par où faire avancer l'action politique aujourd'hui? Autour de quelles revendications? Avec quelles formes d'organisation?

Yves V.: À mon point de vue, l'action politique passe par deux niveaux. Le premier niveau, c'est celui des mouvements sociaux: syndical, populaire, féministe, écologiste. Au sein de ces mouvements, et dans la conjoncture de crise, les problèmes ont une ampleur, un contour nouveau. Nos vieilles analyses ne collent plus. On fait des efforts pour renouveler l'analyse sur le temps partiel, le plein-emploi, les rapports entre secteur public et secteur privé, pour faire en sorte que la problématique des femmes traverse l'ensemble de nos analyses et de nos stratégies. Notre projet de société devra tenir compte de la nouvelle conjoncture, du développement technologique, de la menace nucléaire, sinon il sera 10 ans en retard...

Dans le même temps, on essaie de construire des alliances plus larges, des Sommets populaires par exemple, pour arriver à établir un rapport de forces valable. Mais, en faisant cela, on se heurte aux contradictions qui existent au sein et entre les différents

mouvements sociaux. Pour que ce type d'alliances larges puisse fonctionner, il va falloir que les mouvements sociaux acceptent d'être plus égaux. En caricaturant, ça veut dire qu'il faudra que le mouvement syndical accepte de ne pas avoir trop de poids, par rapport au mouvement écologiste et au mouvement des femmes. Cet accueil à des pistes d'analyse et d'action en provenance de d'autres mouvements sociaux permettrait aussi de donner à nos revendications une perspective stratégique renouvelée. Par exemple, quand les syndicats de la CTCUM et le groupe Transport 2 000 s'assoieront ensemble pour discuter d'une politique du transport à revendiquer, de nouvelles alliances et de nouvelles stratégies deviendront possibles.

Le deuxième niveau, c'est celui de l'organisation politique sur des bases autonomes. Sous quelle forme? On ne sait pas trop, on n'est pas d'accord avec le parti unique mais il demeure qu'un travail de coordination en fonction de la prise du pouvoir reste nécessaire. Face aux prochaines élections par exemple, comment pouvons-nous faire autre chose que de voter pour le moins pire, tout en évitant de mettre hâtivement un parti sur pied, juste pour faire face à l'échéance électorale?

Le modèle productiviste de la gauche en question — ou quand les “faibles” deviennent les “forts”

Solange V.: Actuellement, les militants écologistes mettent la priorité sur les questions de paix et de désarmement. Non pas qu'ils ne soient plus intéressés à la question énergétique mais ils perçoivent davantage le nucléaire comme l'urgence actuelle. Je pense qu'à vouloir mettre sur pied une structure politique perfectionnée, on néglige les urgences actuelles. Les mouvements socialistes n'ont rien dit, ou des



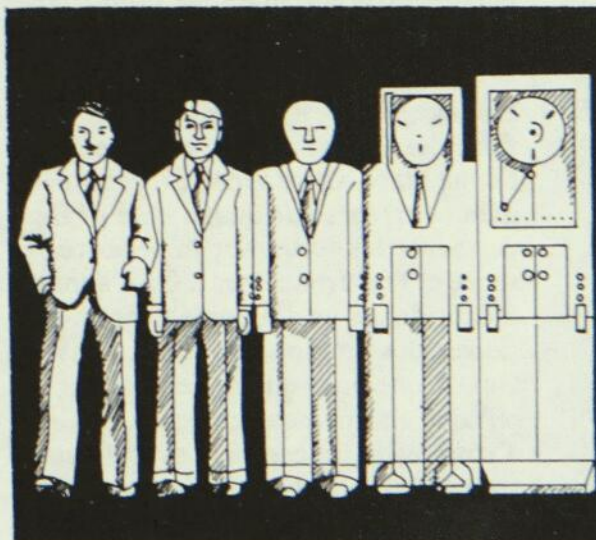
Solange Vincent

La crise actuelle va s'aggraver avec l'invasion technologique et la disparition des emplois. Alors pourquoi ne lutterions-nous pas pour restructurer l'économie à la bonne place, en réclamant des emplois qui ne seraient nocifs ni à l'homme ni à l'environnement?

sottises, sur les deux grands dossiers de l'énergie et du désarmement.

Et là-dessus, je ne suis pas sûre que les forts vont renforcer les faibles. Qu'est-ce que la force, qu'est-ce que la faiblesse? Si de grands appareils, syndicaux ou politiques, ne réussissent pas à voir des choses qui crèvent les yeux, je ne vois pas ce qu'ils ont à apporter aux soi-disant “faibles”, qui ont vu les véritables enjeux.

Pierre P.: Plutôt que de parler du mouvement syndical comme d'un “fort”, il faudrait peut-être dire simplement qu'il est plus techniquement structuré que certains autres mouvements. Et il est surtout structuré différemment: les gens adhèrent sur la base de leur lieu de travail plutôt que sur la base de leur intérêt ou de leur sensibilité personnelle. Alors, quand on va parler d'écologie ou d'armement à nos membres,



on doit partir de leur expérience vécue sur les lieux de travail, parce que c'est la cause de leur regroupement en syndicat.

Et là-dessus, on arrive inévitablement à des contradictions. C'est sûr que l'existence des Travailleurs Unis de l'Automobile est liée à un mode de transport à remettre en question: le — chacun — sa petite — voiture. Mais d'autre part, actuellement, les gens sont surtout préoccupés d'avoir un emploi, et pas tellement de savoir à quoi vont servir les emplois. Je ne veux pas dire que les syndicalistes ne doivent pas apporter ces questions-là. Au contraire, les syndicats doivent pouvoir s'occuper d'écologie de la même façon que les écologistes doivent porter la préoccupation du plein emploi. En fait, chacun de nos mouvements doit politiser ses revendications, c'est-à-dire développer une vision globale, mais à partir des préoccupations immédiates de ses membres.

Solange V.: Moi je me dis: tant qu'à faire des luttes, autant les faire à la bonne place. On s'apprête à refaire les mêmes erreurs que quand on a négligé de mener les luttes sur la sécurité-santé et l'environnement. On s'apprête à cautionner un "progrès", pour sauver des emplois à quelques-uns. Oui, à quelques-uns seulement, puisque l'armement crée très peu d'emplois, si on compare avec d'autres secteurs, tels la construction ou les services.

Point de vue des régions

Une alternative politique?

On est à un carrefour important et exigeant. La démythification du P.Q., la disparition des groupes M-L qui nous ont échaudés par rapport à une façon différente de faire de la politique, cela nous force à innover politiquement. Mais les conditions sont difficiles. La crise nous pose comme priorité la lutte pour le maintien de quelques acquis dûrement gagnés. Et puis, on a une tradition politique encore très jeune pour ce qui est de la gauche au Québec. Une chose est sûre, on ne veut plus d'un parti calqué sur l'organisation capitaliste actuelle. Et si on ose croire à un pouvoir populaire encore possible, cela ne peut venir, même à long terme, uniquement de l'expérience des organisations syndicales et populaires. Elles y contribueront pour beaucoup mais rien n'aboutira si aucune expérience (un parti, une coalition, etc.) politique n'existe pour catalyser les luttes, proposer des stratégies, des alternatives, définir un projet de société. (*Région de l'Amiante*)

question nécessaire...

Je ne voudrais pas voir le parti des travailleurs pousser vite comme le P.Q. Seulement je voudrais le voir pousser, prendre racine un peu partout, commencer à faire de l'action un peu partout". (*St-Hyacinthe*)

"Si je me suis embarquée dans la R.I.S.Q. c'est parce que j'avais des attentes très claires. Je trouvais que c'était le temps qu'on s'organise pour avoir de quoi en remplacement. Un coup que tu dis non au capitalisme et que tu vois que les gouvernements sont au service du capitalisme, s'il n'y a personne qui bâtit quelque chose en remplacement, il n'y aura pas d'allée vers le socialisme. Il ne suffit pas d'avoir une qualité d'action militante, une efficacité sur le terrain. J'ai en tête un projet de société qui est très global. En venant au R.I.S.Q. j'ai le goût avec d'autres de mettre de la chair autour de ce projet. Pour moi ça implique un gouvernement des travailleurs au pouvoir. J'ai de la misère à voir encore comment ça pourrait fonctionner dans le quotidien." (*St-Hyacinthe*)



Louis-Philippe Jalbert (St-Hyacinthe)

"Il y a déjà des luttes qui se mènent. Ce qu'il faut maintenant, c'est une organisation qui nous permette de changer l'ensemble des politiques. C'est un projet à long terme. Il faut prendre le temps... Ce n'est pas seulement une question de créer un parti. Encore faut-il faire un travail de formation pour que ce soit le monde à la base qui contrôle et non pas un autre parti contrôlé par une petite clique qui décide de changer d'idée une fois rendue au pouvoir..." (*Roberval*)



Madeleine St-Pierre

Il y a un lieu où je sens qu'une majorité peut se rencontrer: c'est sur la question de la santé. Dans l'approche que les femmes en font, elles touchent tout; le travail, les conditions de vie, la famille, et avec une cohérence et une originalité qui bouleversent les schémas habituels de revendication et d'organisation. Et ça pourrait regrouper bien du monde au travail, à la maison, du monde qui sont dans les bureaux de médecins, du monde qui militent sur les questions syndicales et internationales.

Le socialisme au quotidien?

André L.: Si on pense à formuler un projet politique commun, issu des grandes revendications de nos mouvements et collé aux aspirations du monde, il faut tenir compte des contradictions internes à nos organisations. Il y a toujours des impératifs quotidiens, par exemple la négociation d'une convention collective, qui rejoignent les gens dans leur vie de tous les jours. À l'intérieur de cela, on essaye de tirer le meilleur parti d'une situation, avec l'impression de ne pas

mais question difficile...

“À l'A.D.D.S., on continue à faire de la formation sur le bill 26. Les femmes en viennent à dire que le système politique est pourri et que ce n'est ni le P.Q., ni les libéraux qui vont changer quoi que ce soit. Mais on n'arrive pas à poser la question de l'alternative politique. Le lien ne se fait pas entre l'organisation politique et le changement de société à faire. Le Mouvement Socialiste, ça ne leur dit rien. La question d'ailleurs a déjà été posée clairement dans un débat au sujet des dernières élections. La conclusion de ce débat, c'est qu'il valait mieux voter P.Q. parce que moins pire”.

“Pour les gens, la politique se définit en terme de pouvoir que tu n'as pas et que tu n'auras jamais, mais auquel tu es confronté. Mais chez eux, il n'y a pas de volonté d'avoir ce pouvoir. Les alternatives actuelles sont pour la petite bourgeoisie intellectuelle. Les travailleurs n'en sont pas partie prenante car ce n'est pas eux qui seront au pouvoir demain”. (*Québec*)

pouvoir changer grand chose aux règles du jeu à tel point qu'on formule souvent des revendications défensives qui sont presque une admission du système.

Quand on veut tirer de ces luttes-là l'image d'une société nouvelle, c'est là qu'on se casse la gueule. Il y a une coupure entre le rêve d'une société où on n'aura pas à se battre pouce par



Fernand Grégoire (St-Hyacinthe)

“Moi je pense qu’il s’en met des choses en place. Il y a une base peut-être plus grosse qu’on ne le pense. Il y a un paquet de personnes qui se rencontrent dans les régions, qui essaient d’articuler un projet de société et ce n’est pas connu. Il y en a qui sont rattachés au Mouvement Socialiste ou au Regroupement pour le socialisme, mais il y a aussi une base qui n’est pas regroupée. Pourquoi les gens n’embarquent pas? Moi je pense que ce n’est pas parce que les gens ne sont pas prêts. Il y a des choses qui les amènent à réagir à l’immédiat, en essayant de pallier à la situation. Tout le monde a été concentré

depuis dix mois sur la négociation du secteur public. En même temps que tu as de la misère à te battre, à mobiliser ton monde, il faut en plus articuler un projet de société.” (St-Hyacinthe)

La désillusion que tout le monde vit par rapport au P.Q. est aussi et peut-être surtout une désillusion par rapport à la politique, ou en tout cas par rapport à une façon de faire de la politique. On assiste à un retrait en direction des organisations populaires et syndicales que l’on contrôle plus facilement. Plusieurs croient que c’est là qu’il faut en effet investir dans les prochaines années et que de ça naîtra peut-être quelque chose... Par ailleurs, sans nier ce qui précède, certains affirment qu’il ne se passera pas dix ans avant qu’un nombre significatif de militant-e-s à gauche donnent naissance à une/des expérience-s politique-s alternative-s. De plus, si on ne veut pas se faire charrier par des partis, faudra bien s’en construire un dont on aura le contrôle. Si on veut faire de la politique “autrement”, faut peut-être pas s’attendre à ce que d’autres nous arrivent avec des recettes toutes faites. (Région de l’Amiante)

pouce et ces batailles-là, qui font partie du “lourd et terne quotidien”. **Un projet de société n’est pas viscéralement senti s’il opère cette rupture entre les grandes aspirations et le quotidien.** Le F-18 en est un bon exemple. Les gars de Pratt and Whitney sont bien conscients que les retombées vont se produire et que ce n’est pas leur refus de se battre pour elles qui les empê-

chera de se produire. Ils ne sentent pas de mouvement large, pas de liens entre l’aspiration et le quotidien. Je suis sûr par ailleurs qu’au Congrès de la FTQ, il y aura des résolutions très généreuses sur l’environnement, mais ça n’entraîne pas grand monde, parce que dans le quotidien immédiat, l’heure est plutôt au fatalisme.

Pour des démarches politiques qui respectent l'autonomie et la diversité: lesquelles? et comment?

Danielle L.: Je verrais mal qu'une organisation se construise "au-dessus" et cherche à attirer des gens déjà impliqués. Il faut plutôt voir comment réunir ce qui existe déjà et qui a déjà un point de vue. L'ensemble pourrait constituer le mouvement.

Et la question des femmes là-dedans... doit-elle faire l'objet d'une organisation à part? Moi, de plus en plus, j'y pense, j'y reviens. Une organisation qui serait à la fois à part et partie prenante de cet espèce de regroupement de forces. Quand je disais tantôt qu'on ne doit pas viser l'unité, je ne veux pas dire que l'unité n'est pas nécessaire. Au contraire, elle est essentielle pour tout ce qui est possible de faire en commun mais il y a des choses qu'on ne pourra pas faire en commun.

L'autre aspect, c'est que ce regroupement de forces vives doit être capable de mener des luttes et de gagner des victoires. Ça fait déjà quelques années qu'on n'a pas remporté de victoire et ça c'est démoralisant. On peut avoir le plus beau mouvement socialiste avec le plus beau programme, si on ne donne pas le sentiment qu'on peut arracher des choses, ça reste des mots. Pour ça, il faut regrouper ce qui existe.

Pierre G.: D'abord, je tiens à préciser qu'au sein du MS, il n'y a pas de pro-

gramme, il y a un manifeste où les choses sont loin d'être coulées dans le béton. Mais ce qui me préoccupe le plus, c'est qu'il existe peut-être pour la première fois depuis au moins dix ans au Québec, un rendez-vous possible entre la gauche et le peuple. Une situation politique existe qui n'existait pas avant. La gauche va-t-elle manquer encore une fois ce rendez-vous? A-t-elle les moyens d'y être présente? Ce qui me chicotte, c'est qu'il y a d'autre monde que la gauche qui essaie de combler le vide politique, de récupérer l'opposition au P.Q. Je pense au Regroupement des Indépendantistes qui appelle à reconstituer une grande alliance autour de la question nationale, au-delà des classes sociales.

Yves V.: Ce qui me frappe, c'est qu'on s'entend assez bien pour mettre en relief le rôle politique des mouvements sociaux. Dans certains cas, on en arrive même presque à dire qu'on n'a peut-être plus besoin d'organisations politiques autonomes, que si les mouvements sociaux se concertent davantage, un autre projet de société pourrait être porté uniquement par eux.

Je ne suis pas d'accord avec cette vision-là. La conception dont parlait Danielle, d'organisation politique "au-dessus de...", a peut-être caractérisé la deuxième moitié des années '70, mais elle ne correspond pas à ce que je vis. La réflexion politique au RPS n'est pas du tout séparée de ce qui se brasse dans les mouvements sociaux puisque les gens du RPS militent dans diffé-

Dans la période actuelle, quels sont les enjeux prioritaires?



Nicole Fillon (St-Hyacinthe)

“Quand on parle d'action politique maintenant, je trouve que c'est peut-être plus un temps où on peut amener une analyse de ce qui se passe, essayer de la reprendre avec le monde pour voir si c'est comme ça qu'ils l'interprètent et voir s'ils vont essayer d'entreprendre des changements. On est en train de préparer un Colloque Populaire à St-Hyacinthe. On fait une analyse, on a ramassé des affaires. Il est temps d'aller voir ce que le monde en pense. Si on n'est pas capables de ramasser du monde face au problème quotidien du chômage et de l'emploi, je vais être “down”. Faut qu'on sorte avec des propositions concrètes de réponse.” (St-Hyacinthe)

“À court terme, il faut continuer à travailler au niveau des groupes. L'enjeu,

c'est la job... Mais au niveau provincial on n'est pas équipés.”

“La formation est aussi un enjeu. Quand les gens viennent dans un groupe, c'est parce qu'ils ont un problème. Il faut favoriser le passage du problème à la compréhension de la dimension collective de ce problème, et de là à l'organisation politique.” (Québec)

La période actuelle pourrait être quand même très fructueuse. On assiste présentement à la mise en place d'expériences politiques (M.S., R.P.S., collectifs régionaux) qui se développent et dans quelques années auront peut-être une certaine portée. Mais tout est encore à faire. Définir l'organisation politique, la stratégie de prise du pouvoir, quoi faire avec, etc. On se rend compte qu'une fois qu'on se dit socialistes et indépendantistes, on n'a pas encore dit grand chose. “Mais c'est quand même ce petit quelque chose qu'il faut mettre en commun et faire pousser.”

On a aussi le goût de se retrouver avec d'autres en un lieu politique régional pour s'échanger de l'information, analyser nos luttes, dégager des perspectives, etc. Pas d'une façon trop encadrée ni “pluggée” sur le M.S. ou le R.P.S. ou quoi que ce soit d'autre, même si on sent que ces questions viendront inévitablement sur le tapis en leur temps... (Région de l'Amiante)

rents mouvements sociaux, qu'ils en partagent les questions et les dimensions, y compris la dimension politique. Mais ils ont aussi le goût de se parler d'un mouvement social à un autre, dans un lieu autonome. Pour moi, le travail politique autonome a un rôle d'égal à égal et complémentaire à celui des organisations de masse.

C'est la raison pour laquelle on ne peut pas aller trop vite dans un programme. Les démarches politiques ne peuvent pas être plus fines que les meilleures intuitions des mouvements populaire, syndical, féministe. Ça passe par un aller-retour constant, pas de haut en bas.

Danielle L.: On peut bien penser à des formes d'organisations mais en même temps, on doit tenir compte de celles qui surgissent actuellement. Le regroupement de féministes-socialistes, le MS, le RPS vont-ils fonctionner chacun de leur bord? Vous vous demandez comment intégrer correctement la question des femmes. Les femmes, elles, se disent: "on ne prend plus de chances; on s'organise sur nos propres bases." J'ai rien contre ça. Mais comment ces groupes-là vont-ils travailler ensemble et comment vont-ils faire pour ne pas se situer à l'extérieur des luttes des organisations?

Pierre G.: Il ne faut pas opposer le rôle d'un mouvement politique à celui des mouvements sociaux. On ne peut pas attendre des regroupements de mouvements sociaux qu'ils fassent la synthèse

du projet de société. Il faut avoir un lieu pour faire la synthèse de toutes les aspirations, pour établir la convergence et le dépassement des revendications dans un projet collectif.

Il y a donc nécessité de se donner un lieu commun, d'unité politique mais pas nécessairement idéologique. Un lieu où on essaie de définir ensemble un projet et où on le confronte à la réalité du Québec et aux aspirations du monde, pas seulement celle des militants. Ce qui manque à la gauche, c'est un projet politique, plutôt que des débats idéologiques. Ce qui manque, c'est de se poser la question: "Qu'est-ce qu'on peut faire dans la conjoncture actuelle? Autour de quel projet de société pouvons-nous rallier largement?"



INFO CSN

L'échéance 1985: parti ou coalition? █



Yves Vallancourt

La réalité est diversifiée et c'est une bonne chose qu'il y ait plus qu'un laboratoire. À condition qu'on enregistre les questions posées dans les différents mouvements sociaux et qu'on évite de répéter les erreurs des années '70 et de courir trop vite à la constitution d'un parti. On sent que c'est relativement facile de mettre sur pied un parti, mais après?...

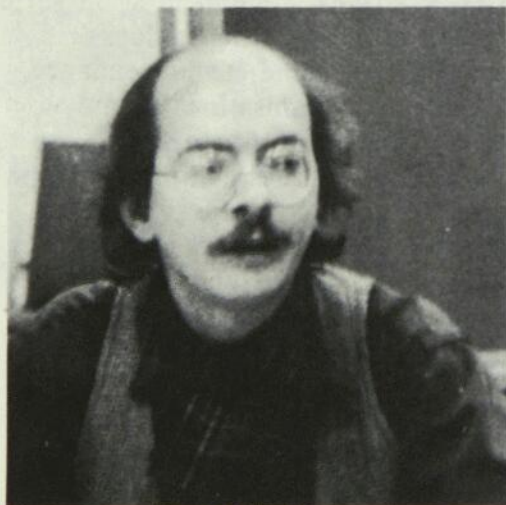
V.O. — On parle de politiser les revendications, d'unifier les différentes composantes progressistes autour d'enjeux précis. Autour de quoi concrètement et avec quels moyens? Quelles sont les tâches politiques prioritaires pour les années à venir? Est-il urgent de mettre un parti sur pied? Que ferons-nous aux prochaines élections?

Yves V.: Dans le moment, si on parle des démarches politiques dans le courant socialisme et indépendance, respect des organisations de masse et de la question des femmes, il existe plusieurs démarches politiques de type nouveau.

Pour moi, l'enjeu, c'est que ces réalités se reconnaissent les unes les autres et que de temps en temps, elles travaillent ensemble autour d'une priorité d'intervention. Les prochaines élections pourraient être une occasion de faire le débat et même de voir la possibilité de faire une **coalition large** avec une plateforme minimale. Il y aurait peut-être lieu aussi de mettre de la pression pour obtenir la proportionnelle. Actuellement, notre système électoral est tellement désuet que même le fait d'obtenir 20 ou 30% des voix dans un comté ne donne rien de plus qu'un poids moral.

Parmi les autres enjeux importants, je mentionnerais aussi la question de re-

bâtir une presse de gauche nationale. Après la cessation des activités de Presse-Libre, est-il possible de penser reprendre l'idée mais avec une coalition plus large? Enfin, il y a nécessité pour des démarches politiques d'apporter une contribution sur des questions difficiles telles le salaire au travail ménager, l'alliance secteur public-usagers, les nouvelles technologies etc. Ces questions sont en gestation dans les mouvements sociaux mais les mouvements sociaux guettent aussi



Pierre Graveline

Un programme, tu juges de sa valeur à l'adhésion qu'il reçoit ou non, quand tu le soumets largement à la discussion. La conjoncture nous oblige à aller pas mal plus vite; le rendez-vous possible, il ne faut pas le manquer. On doit courir le risque de se donner une organisation politique et de faire de l'action politique.

les démarches politiques en leur demandant: "Qu'avez-vous d'original à dire là-dessus?" Il me semble toutefois que ce cheminement se fera lentement, sinon on fait comme En Lutte! en 1980: on produit un programme qui n'en est pas un...

Pierre G.: Je ne suis pas tellement d'accord avec cette position-là. Au Québec, on n'a pas les moyens de se payer le luxe d'une multitude d'organisations politiques de gauche qui prennent des années à se rencontrer, à s'entendre sur un terrain commun, en essayant de s'associer un mouvement syndical et populaire dont les acquis sont grignotés.

Un programme politique, ça ne se construit pas en un an ou deux et c'est très important de ne pas le faire en vase clos. La gauche a toujours eu tendance à dire: "On va figoler notre projet entre nous, entre militants", mais pendant qu'on discute entre nous, l'histoire se déroule sans nous.

Non pas une organisation politique traditionnelle — et là-dessus on peut tirer les acquis du P.Q. aussi bien que de l'extrême-gauche... Mais bien des gens pensent qu'il faut constituer un parti politique rapidement, qui ne soit ni électoraliste ni d'avant-garde, mais capable d'intervenir sur la scène politique (y compris dans l'arène électorale) en même temps que de véhiculer les préoccupations des groupes sociaux dont il se fait le porte-parole. en lien avec les organisations de masse.

André L.: C'est la grâce que je vous souhaite!... Comment tu fais une fois que tu as dit ça?

Pierre G.: Mon opinion personnelle,, et il y a un débat là-dessus au MS, c'est que les échéances électorales sont importantes et que la gauche doit y être présente avec un programme qui reflètera l'état de notre démarche. Qu'on entreprenne d'avoir avec le monde une relation que, jusqu'ici, la gauche n'a jamais voulu avoir. Qu'on sorte des cercles restreints. Comment ça peut se constituer? Je ne sais pas. Ça va dépendre de ce qui se passe au MS, au RPS, à la CSN. Les occasions peuvent être multiples; il me semble par exemple que la campagne sur l'emploi provoque une convergence des organisations qu'on n'avait pas vu depuis longtemps.

Danielle L.: Je ne pense pas que ce soit une urgence de créer un parti. Des

mouvements, des regroupements politiques, oui. Mais un parti, non. Une coalition me semble plus refléter l'état actuel des forces, si on veut impliquer plus de monde, pour remporter ne fût-ce que des victoires partielles.

À l'heure actuelle, les forces sont en train de se reconstituer un peu comme après les événements d'octobre, où tout avait été balayé. À l'époque, ça a donné le P.Q. et les m-l. Là, on vient de manger une autre claque et parachuter un parti là-dedans serait une erreur politique grave. Ça ne donnerait rien en termes de succès pour nos revendications et nos luttes.

Il faut se donner des formes d'organisation qui tiennent compte de nos diversités. Je serai sensible aux formes d'organisation qui chercheront à développer l'unité sur des questions concrètes sans chercher à niveler les diversités. À En Lutte aussi, on voulait discuter largement de notre programme,



Point de vue des régions

L'échéance électorale



Nicole St-Amand (St-Hyacinthe)

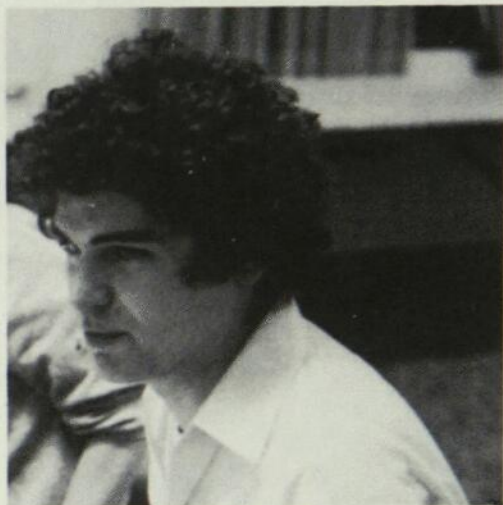
S'il y a une tendance pendant les élections qui viennent, qui parle de socialisme et indépendance et qui répand l'idée, au moins il va y avoir de l'espoir et des gens vont peut-être découvrir pourquoi on ne votera pas avec les partis en place." (*St-Hyacinthe*)

Une question qui revient souvent est celle de savoir pour qui on votera aux prochaines élections. On a vu ce que donnait la politique du moins pire (le P.Q.), on n'est quand même pas pour voter pour le pire (P.L.Q., etc). C'est comme si on "attendait" quelque chose d'autre. (*Région de l'Amiante*)

créer une organisation politique non-traditionnelle et ça a donné ce que ça a donné...

Pierre G.: Tu dis qu'après octobre '70, la gauche s'est reconstituée et que ça a donné le P.Q. Au contraire, le P.Q. n'est pas né de la gauche, mais d'une fraction du parti libéral qui a réussi à récupérer des militants de la gauche. Ce que je crains à l'heure actuelle, c'est que la gauche reste encore à l'écart et laisse une fraction du P.Q. récupérer ses revendications et son discours...

Solange V.: Je n'aurais pas de grandes ambitions pour un groupe politique qui se servirait de la gauche plutôt que de servir la gauche. Je vois davantage l'utilité d'un groupe qui serait au service d'une large coalition et qui étofferait des dossiers et des analyses, un peu à la manière des "parlement-fantômes" créés par les partis d'opposition. L'important c'est de donner aux gens des outils pour qu'ils puissent protester, contester...



Pierre Paquette

Moi je vois deux choses. D'une part, la maturation d'un mouvement large de militants populaires socialistes. Mais ça va être long; plusieurs ne s'impliqueront pas avant qu'une organisation ait fait ses preuves. D'une part, je serais déçu qu'il n'y ait rien à la période électorale. Une coalition qui présente des candidats dans quelques comtés-clés, pas avec l'espoir d'être élus mais pour faire entendre un autre son de cloche. Mais il ne faudrait pas lier toute la maturation à cette aventure électorale.



André L.: Moi aussi, j'ai le même malaise à penser qu'on soit éparpillés et que d'autre monde vont profiter du vide politique actuel. Par ailleurs j'ai les mêmes craintes que tous ceux qui ne veulent pas assister à la naissance d'un autre bâtard politique. L'idée d'une coalition autour d'une plateforme minimale me plaît davantage. Une occasion pour se confronter et s'interpeller.

Moi aussi je rêve d'une grande organisation politique où se retrouverait tout ce qu'il y a de meilleur dans les mouvements, où les mouvements se reconnaîtraient sans sentir qu'ils passent au moulin à viande en rentrant, sans être obligés d'adhérer à une idéologie pure et dure. Mais je ne crois pas que ça puisse se bâtir, sinon au terme d'une longue habitude d'action de gens qui travaillent ensemble tout en se donnant la possibilité de coexister.

Madeleine S.: Je ne suis pas pressée. Il faut prendre le temps de mettre des assises, de créer une lame de fond. J'ai pas le goût d'investir dans la création d'un parti. J'ai le goût de réfléchir. Faut vouloir parce que ça prend du temps, de l'énergie. ●

EXPRO

Eliminer le travailleur à la source

Vie Ouvrière

Le 25 avril 1983, nous sommes à la veille de l'ouverture de l'enquête publique sur l'administration de la santé-sécurité à l'usine Expro de Valleyfield. Le syndicat* avait réclamé la tenue d'une telle enquête suite à l'explosion du réservoir d'acide no 17 en avril '82, et avait réitéré sa demande suite à la mort par intoxication de Michel Bernier, en janvier 1983. Mais dans la conjoncture actuelle de crise et de fermetures d'usines, la partie syndicale a de bonnes raisons de craindre qu'Expro veuille se servir de l'enquête pour "classer" la question de la santé-sécurité. La compagnie a d'ailleurs choisi ses armes: la "responsabilité ouvrière" et le boycottage de l'action syndicale en matière de santé-sécurité.

*Syndicat National des Produits Chimiques de Valleyfield (C.S.N.)

Une histoire explosive

C.I.L., P.C.V., Expro: dans la balance des propriétaires successifs de l'usine de Valleyfield, les profits ont toujours pesé plus lourd que la santé et la sécurité des travailleurs. Résultats: explosion du département RDX en 1977, explosion d'un séchoir de poudre en 1980 (3 morts), explosion du réservoir 17 en 1982, mort de Michel Bernier en 1983, nombreuses intoxications, et une moyenne d'un travailleur sur deux victime d'accident du travail avec perte de temps. Sans parler des maladies du travail qui se développent suite à une exposition prolongée aux produits chimiques.

Pour le syndicat, la solution consisterait à éliminer le danger à la source (en assurant la ventilation et l'isolation), à faire de la

À l'ouverture de l'enquête Beaudry, le procureur de la C.S.N., l'ingénieur Claude Mainville a demandé une minute de silence en mémoire des travailleurs morts, victimes des explosions à Expro-P.C.V.



POE-VO

maintenance préventive et à donner une formation adéquate aux travailleurs. Les luttes menées en ce sens depuis 1977 ont déjà porté quelques fruits, en termes de ventilation à la source de certaines vapeurs dans certains départements, mais imaginez la difficulté de négocier avec une compagnie qui se fait même tirer l'oreille pour appliquer les recommandations de la Commission de Santé-Sécurité au Travail (C.S.S.T.). Une compagnie qui, lors du renouvellement de la dernière convention collective, a mis ses employés en "lock-out humanitaire" pendant trois jours, en prétendant que les travailleurs s'auto-intoxiquaient pour obtenir une bonne convention!

La sécurité... au fouet!

Au lieu de miser pleinement sur l'élimination des dangers à la source, Expro se comporte de façon à faire porter aux travailleurs la responsabilité des accidents et des intoxications. Depuis quelques mois, elle établit des procédures de travail, monte des dossiers, suspend ou congédie

ceux qui sont pris à ne pas s'y conformer: en mars et avril, il y a eu un congédiement et quatre suspensions, dont celle de Fred Lériger, 32 ans d'ancienneté, qui était au nombre des huit intoxiqués à l'éther du 21 février dernier.

Selon le syndicat, la responsabilité ouvrière de compétence et de prudence est directement fonction de la qualité de l'équipement, de l'organisation du travail et de la formation professionnelle reçue de l'employeur. Or, comme disait un travailleur, "tu sais jamais combien il y a d'acide dans les réservoirs. Il faudrait des tableaux de contrôle. Et puis les travailleurs, surtout les anciens, n'ont jamais reçu de formation adéquate de l'employeur. Un gars a été suspendu parce qu'il n'avait pas surveillé la lumière rouge: mais on lui a toujours dit que c'était pas important! Là, du jour au lendemain, c'est devenu important. On a montré aux gars à travailler de façon non-sécuritaire, pour aller plus vite, et maintenant on les suspend ou on les congédie pour "incompétence" en leur disant: "les accidents, c'est de votre faute!"

Être la compagne d'un travailleur d'Expro

Hélène Charbonneau

"Être la compagne d'un travailleur d'Expro, ça signifie la peur, l'inquiétude, l'espérance de le voir revenir à tous les jours. Avec les explosions, les "fume" (vapeurs), les feux, les accidents de travail... c'est la panique quand ça arrive. La question: "y-é-tu blessé, qu'est-ce qui est arrivé?"... On peut pas faire autrement que de s'inquiéter.

Quand ton ami revient de travailler avec un mal de tête, de mauvaise humeur, irrité... 5 jours par semaine... tu gardes ta bouteille de 217 à portée de la main pis tu te poses de sérieuses questions.

Le fait de changer de shift régulièrement dérange aussi la vie de couple. On se voit

une semaine sur deux, dans des conditions défavorables, de stress et de fatigue.

En plus, si tu vis avec un bonhomme qui décide de s'impliquer syndicalement pour défendre ses droits en tant que travailleur, là aussi, c'est pas facile. Pourtant, on le dit légal ce droit-là! Quand arrive le temps des négociations, c'est la lutte contre une compagnie qui se fout de la sécurité, de la vie des travailleurs. En tant que compagne, je dois vivre cette situation intense, jour et nuit. C'est un stress mais aussi une solidarité et une implication que nous partageons ensemble. Je ne peux pas faire autrement; c'est trop important, trop grave."

Garder nos jobs et nos vies

A la veille de l'ouverture de l'enquête Beaudry, la compagnie tente, dans les faits, de freiner l'action syndicale en matière de santé-sécurité. Elle refuse de remettre au syndicat et au juge Beaudry tous les documents relatifs aux accidents de travail survenus à l'usine depuis 1977, refuse d'appliquer la convention collective en vigueur en libérant avec solde le président et un membre syndical du comité paritaire de santé-sécurité pour assister à l'enquête, et refuse de libérer avec solde les travailleurs qui seront appelés à témoigner.

Elle refuse également de libérer sans solde les membres du syndicat intéressés à suivre des cours syndicaux en santé-sécurité. Pourtant, depuis que 68 travailleurs ont

suivi ces cours en janvier dernier, le nombre de cas d'intoxication aux vapeurs nitreuses a diminué de 83%.

Finalement, Expro profite d'une conjoncture économique apte à intimider les travailleurs. Des boss laissent courir le bruit d'une fermeture. La menace n'est pas formulée clairement mais la rumeur n'est jamais démentie non plus: le message perçu par beaucoup de travailleurs c'est: "si vous poussez l'enquête publique trop loin, on ferme!" "Beaucoup de gars ont peur d'une fermeture, nous dit Bertrand Vallée. Nous, ce qu'on veut, c'est garder nos jobs, mais avec l'assurance qu'on gardera aussi nos vies..." ●

Texte: Martine D'Amours, à partir d'entrevues avec des travailleurs d'Expro et de communiqués syndicaux.

brèves nouvelles

Libérez Felixberto Olalia!

Le 1er mai 1982, Felixberto Olalia, 79 ans, président du Mouvement du Premier Mai (le plus grand syndicat progressiste des Philippines) déclarait aux 100 000 travailleurs et travailleuses rassemblés à Manille: "La renaissance du Mouvement ouvrier Philippin ouvrira le chemin de la libération des 48 millions de Philippines." Quatre mois plus tard, ce leader ouvrier de longue date se retrouve en prison, accusé par le Président Marcos de "subversion pour tentative de détruire l'économie Philippine." La preuve? Le discours prononcé par Felixberto Olalia à la grande manifestation du 1er Mai!

L'arrestation d'Olalia s'est produite en même temps que la pire vague de répression depuis la déclaration de la loi martiale par Marcos il y a 10 ans. Pour mener à bien son projet de supprimer totalement la résistance croissante du peuple philippin, le régime Marcos dispose de l'appui financier, militaire et politique des États-Unis.

Envoyez un télégramme ou une lettre pour protester contre l'emprisonnement de Felixberto Olalia et des autres leaders syndicaux et populaires, et pour exiger leur libération immédiate.

Faites-les parvenir à:

Gen. Fidel B. Ramos, Philippine Constabulary

Camp Crame, Manila, Philippines

Minister of Defense

Juan Ponce Enrile

Camp Aguinaldo, Quezon City

Philippines

Asia-Pacific Affairs Subcommittee

c/o Rep. Stephen Solarz

House of Representatives

Washington, D.C. 20015

Pour plus d'information, contactez:

Comité de solidarité Québec-Philippines

a/s Nicole Riberdy

2692 Pie IX

Montréal, Québec

H1V 2E7

Tél: 254-5642 ou 526-0439

Fête des Mères pour la Paix

*"Debout les femmes qui ont du coeur...
Disons fermement: nous, femmes d'un
pays, éprouvons trop de tendresse pour
celles d'autres pays, pour laisser nos fils
tuer les leurs" (Julia Ward Howe, 1870)*

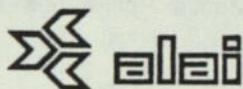
Le 8 mai dernier, nous étions 5 000 femmes, hommes et enfants à Ottawa, pour réclamer du gouvernement canadien qu'il refuse les essais du missile Cruise, qu'il mette un frein à la fabrication et au déploiement d'armes nucléaires et qu'il promeuve de véritables négociations en vue du désarmement.



Pratiques de conscientisation, version québécoise!

Sous le titre **Pratiques de conscientisation. Expérience d'éducation populaire au Québec**, un collectif de militants et de militantes viennent de publier un livre relatant et analysant quelques expériences de conscientisation, inspirées de la méthode de Paulo Freire, mais conçues en fonction de la réalité des classes populaires québécoises.

Une première partie décrit les expériences comme telles, vécues à l'OPDS, l'ADDS, la Botte de Foin, le Journal **Droit de Parole** etc., une deuxième, abondamment imagée, ressort les outils utilisés pour fins de conscientisation; une troisième partie, présente les acquis théoriques que le collectif dégage de ces pratiques. Disponible à l'Entraide Missionnaire, 2295 Chambly, Montréal, 526-0439.



Vient de paraître:

LA LUTTE POUR L'AUTONOMIE DU MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE AU MEXIQUE ET AU VENEZUELA

Mexique et Venezuela: deux pays souvent cités en exemple, l'un pour sa stabilité politique, l'autre comme modèle de la démocratie; deux pays où le mouvement ouvrier et populaire est depuis longtemps sous le contrôle direct des partis au pouvoir.

Ces dernières années ont vu la naissance d'un mouvement social de contestation, qui cherche à affirmer son autonomie face aux partis politiques et qui invente de nouvelles formes d'organisation, dont une pratique de participation directe.

Ce dossier présente certaines des organisations que ce mouvement hétérogène s'est données ainsi que des analyses sur la situation du mouvement dans chaque pays.

Prix: \$ 2,50
(Plus frais d'envoi)

Veillez m'envoyer:	Quantité
La lutte pour l'autonomie	<input type="checkbox"/>
Trois moments du processus salvadorien	<input type="checkbox"/>
Caralbes: vers l'affrontement?	<input type="checkbox"/>
Guatemala/Honduras: les organisations populaires	<input type="checkbox"/>
Amérique centrale: géopolitique et révolution	<input type="checkbox"/>

Je désire recevoir de l'information sur les publications d'ALAI en espagnol	<input type="checkbox"/>

BON DE COMMANDE

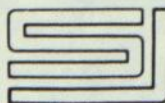
NOM.

ADRESSE

.....

Code postal

Retourner à ALAI: 1224, Ste-Catherine O. st. 403,
Montréal, Qué. H3G 1P2



LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-JACQUES

1255 RUE BERRI, MONTRÉAL P.Q. H2L 4C6

Merci à nos amis

Sans vous, la revue Vie Ouvrière n'aurait pas pu survivre depuis 33 ans.

Merci aux Oblats de Marie-Immaculée

Merci aux communautés religieuses

Merci aux annonceurs

Merci surtout aux abonnés qui ont maintenu leur fidélité à une revue qui porte les intérêts de la classe ouvrière.

Grâce à votre aide, jointe à une subvention de la D.G.E.A., nous pouvons encore une fois terminer en juin notre année financière sans aucune dette, sauf celle de notre reconnaissance envers vous.

Paul-Émile Charland, directeur



**1. La petite histoire
de l'autre politique**



**2. 1983: Echaudés, oui.
Abattus, non!**



ISBN 2-89184-170-0

